



PAS DE VICTOIRE
SANS LUTTE!

**NO STRUGGLE,
NO VICTORY!**

MAY 13-17 MAI
TORONTO ONTARIO

REPORT OF THE
**GENERAL
RESOLUTIONS
AND NATIONAL
POLICIES
COMMITTEE**

RAPPORT DU
**COMITÉ DES
RÉSOLUTIONS
GÉNÉRALES ET
DES POLITIQUES
NATIONALES**

377 RUE BANK STREET
OTTAWA, ONTARIO
K2P 1Y3

613-236-7238
FAX: 613-563-7861
WWW.CUPW-STTP.ORG

cupw•sttp

CANADIAN UNION OF POSTAL WORKERS
SYNDICAT DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DES POSTES

RAPPORT DU COMITÉ DES RÉSOLUTIONS GÉNÉRALES ET DES POLITIQUES NATIONALES

GENERAL RESOLUTIONS AND NATIONAL POLICIES COMMITTEE REPORT

Anita Bock Shibu Kannampuzha
Mike McDonald Neil Bolen
Andrea Scalise Kathy Boudreau
Michel Côté Doug Pearce
Carole Robidoux Natalie Dias
Mathieu Clermont Bill Johnson
Trina Elson Coleen Jones
Gord Taylor Ron Rousseau
George Floresco

Anita Bock Shibu Kannampuzha
Mike McDonald Neil Bolen
Andrea Scalise Kathy Boudreau
Michel Côté Doug Pearce
Carole Robidoux Natalie Dias
Mathieu Clermont Bill Johnson
Trina Elson Coleen Jones
Gord Taylor Ron Rousseau
George Floresco

Conformément au paragraphe 3.14 des statuts nationaux, le confrère Ron Rousseau est élu par acclamation au poste de président du Comité et la consœur Coleen Jones est élue par acclamation au poste de secrétaire du Comité.

In accordance with section 3.14 of the National Constitution, Brother Ron Rousseau was elected by acclamation to the position of Chairperson of the Committee and Sister Coleen Jones was elected by acclamation to the position of Secretary of the Committee.

Le confrère George Floresco assiste à titre de représentante du Conseil exécutif national. Il a le droit de parole, mais non le droit de vote.

Brother George Floresco is present as the representative of the National Executive Board. He has voice but no right to vote.

RÉSOLUTION N° 214

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 214, rédigée ainsi :

Conférence régionale de l'Atlantique

Politique D-12

ATTENDU QUE, dans le cadre de la politique D-12, le STTP appuie la lutte en faveur d'un programme national de garde d'enfants;

QU'IL SOIT RÉSOLU que l'on modifie la dernière phrase de la politique D-12 comme suit : « Le syndicat donne aussi son appui à la lutte en faveur d'un programme national de garde d'enfants **et d'un programme national de soins aux aînés.** »

RESOLUTION NO. 214

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 214 to read as follows:

Atlantic Regional Conference

Policy D-12

WHEREAS CUPW position on D-12, the Union will also support the struggle for a National childcare program;

THEREFORE BE IT RESOLVED CUPW include wording as follows, "The Union will also support the struggle for a national child and elder care program."

RÉSOLUTION N° 216

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 216, rédigée ainsi :

Conférence régionale de l'Atlantique

Politique D-17

ATTENDU QUE le titre de la politique D-17 « Droits des personnes lesbiennes, gaies et bisexuelles » ne correspond pas au texte de la politique;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier la politique D-17 en remplaçant toute mention aux « lesbiennes et homosexuels » et aux « lesbiennes et gais » par la formule « personnes lesbiennes, gaies et bisexuelles ».

RÉSOLUTION N° 203

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 203, rédigée ainsi :

Conférence régionale du Montréal métro

Politique C

ATTENDU QUE le harcèlement psychologique est présent à Postes Canada, ainsi que dans d'autres milieux de travail;

ATTENDU QUE le harcèlement psychologique est lourd d'impact pour la personne qui en subit les effets et sur ses proches;

ATTENDU QUE notre convention collective prévoit un certain nombre de critères pour dénoncer le harcèlement et la discrimination, mais que le harcèlement psychologique n'en fait pas partie;

RESOLUTION NO. 216

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 216 to read as follows:

Atlantic Regional Conference

Policy D-17

WHEREAS the title of Policy D-17, "Lesbian, gay and Bisexual Rights," is not consistent with the reference in the body of the policy;

THEREFORE BE IT RESOLVED to amend Policy D-17 by changing all references to "Lesbian and Gay" and/or "Gay and Lesbian" to "Lesbian, Gay and Bisexual."

RESOLUTION NO. 203

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 203 to read as follows:

Metro-Montreal Regional Conference

Policy C

WHEREAS psychological harassment is present in Canada Post and other work places;

WHEREAS psychological harassment has a very serious impact on its victims and those who are close to them;

WHEREAS our collective agreement sets out a number of criteria for reporting harassment and discrimination, but not psychological harassment;

ATTENDU QUE le *Code canadien du travail*, sur lequel est basée notre convention collective en ce qui a trait à la discrimination et le harcèlement, ne fait pas non plus état du harcèlement psychologique;

ATTENDU QUE le gouvernement canadien étudie présentement un projet de loi (C-65) sur le harcèlement en milieu de travail et que celui-ci ne traite pas encore spécifiquement du harcèlement psychologique;

ATTENDU QUE la société évolue et que le harcèlement psychologique en milieu de travail est de moins en moins toléré;

ATTENDU QUE nos politiques nationales en D-5 prennent une position claire contre toute forme de harcèlement;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter au chapitre C (Le STTP et les lois) des politiques nationales que le Syndicat s'engage à faire pression pour que le gouvernement canadien se dote d'une loi contre le harcèlement psychologique en milieu de travail, tout en encourageant les autres organismes de la société civile à faire de même;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU que le STTP s'affaire à négocier les futures conventions collectives pour y inclure des dispositions pour prévenir et permettre à nos membres de se défendre contre le harcèlement psychologique.

RÉSOLUTION N° 196

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 196, rédigée ainsi :

Conférence régionale de l'Atlantique

Nouveau sous politique C
(Le STTP et les lois)

WHEREAS the *Canada Labour Code*, on which our collective agreement relies with respect to discrimination and harassment, does not cover psychological harassment;

WHEREAS the Canadian government is currently studying Bill C-65 on workplace harassment, which does not, however, deal specifically with psychological harassment;

WHEREAS society is changing and psychological harassment at work is less and less tolerated;

WHEREAS CUPW National Policy D-5 takes a clear stance against any form of harassment;

BE IT RESOLVED that section C (CUPW and Legislation) of the National Policies be amended to add that CUPW will commit to lobbying the Government of Canada for legislation against workplace psychological harassment, while encouraging other civil society organizations to do the same;

BE IT ALSO RESOLVED that CUPW work to negotiate future collective agreements that include provisions to prevent, and protect our members from, psychological harassment.

RESOLUTION NO. 196

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 196 to read as follows:

Atlantic Regional Conference

New Under Policy C
(CUPW and Legislation)

ATTENDU QUE la violence familiale devient de plus en plus un problème dans les lieux de travail. Selon un récent sondage sans précédent, les employeurs canadiens perdent 77,9 millions \$ par année en raison de la violence familiale subie de manière directe ou indirecte par les employées et employés au travail;

ATTENDU QUE les personnes qui vivent une situation de crise ne peuvent pas laisser leurs problèmes à la maison lorsqu'ils se rendent au travail;

ATTENDU QUE le coût de la violence familiale que paient les employeurs n'est rien si on le compare au coût subi par les victimes de violence familiale et les membres de leur famille;

ATTENDU QU'il est réconfortant pour les victimes de violence familiale de savoir qu'elles ont un emploi et qu'elles bénéficient d'une certaine stabilité pendant qu'elles cherchent à obtenir l'aide dont elles ont besoin et dont ont besoin les membres de leur famille;

ATTENDU QUE le fait d'avoir un emploi et de bénéficier d'une sécurité financière sont des éléments essentiels au soutien dont ont besoin les victimes de violence familiale pour se sortir de la violence et prendre soin d'elles-mêmes et de leur famille;

ATTENDU QUE la réalité des victimes et les pertes financières subies par les employeurs justifient la nécessité d'adopter des politiques destinées à aider les victimes à échapper à la violence familiale;

ATTENDU QUE le Manitoba est en bonne voie d'adopter une loi qui permettra aux victimes d'obtenir des congés payés et non payés pour les aider à échapper à la violence familiale;

WHEREAS Domestic violence is becoming increasingly more of a workplace issue. Due to recent unprecedented survey, employers in Canada are losing \$77.9 million a year as a result of domestic violence, either directly or indirectly on employees in the workplace;

WHEREAS people in crisis cannot leave their issues at home when they leave for work each day;

WHEREAS the financial cost to employers is nothing compared to the cost being paid by individuals and their families who are all victims of domestic violence;

WHEREAS there is comfort in knowing that there is a job and stability waiting for them while they seek help they need for themselves and their families;

WHEREAS having a job and financial security are essential for individuals to have the support they need in order to leave abusive situations and be able to take care of themselves and their families;

WHEREAS the realities of the individuals and the financial cost to the employer supports the need for policies to help individuals escape abusive situations;

WHEREAS the Province of Manitoba is well on their way in getting legislation to allow for paid and unpaid portions of leave to aid individuals to escape domestic violence;

QU'IL SOIT RÉSOLU que les membres du STTP travaillent en collaboration avec leur fédération du travail provinciale pour faire pression sur le gouvernement de leur province afin que ce dernier suive l'exemple du *Manitoba, et que les dirigeantes et dirigeants du STTP revendiquent* à la table de négociation un congé payé pour les victimes de violence familiale, ainsi que des lieux de travail sécuritaires pour l'ensemble des travailleurs et travailleuses du Canada.

RÉSOLUTIONS N^{os} 240 ET 239

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n^o 240, qui rejoint l'intention de la résolution n^o 239, rédigée ainsi :

Conférence régionale du Montréal métro

Résolution générale

ATTENDU QUE nos membres, lorsque vient le temps de prendre position en lien avec la négociation d'une nouvelle convention collective, doivent être informés des raisons d'accepter ou de rejeter les conditions de règlement proposées, et ce, en vertu du paragraphe 6.16 des statuts;

ATTENDU QUE le Syndicat opte normalement pour l'élaboration, l'impression et la distribution d'une convention provisoire qui est distribuée à tous les membres actifs du Syndicat;

ATTENDU QUE l'impression et la distribution des exemplaires de la convention provisoire a un coût économique et environnemental non négligeable;

ATTENDU QUE le paragraphe 7.04 des statuts nationaux prévoit que le Conseil exécutif national est tenu d'adopter des budgets équilibrés, ce qu'il n'est pas en mesure de respecter;

THEREFORE BE IT RESOLVED that CUPW members work with their provincial Federation of Labour to lobby their Provincial Governments to follow the example set out by *the Province of Manitoba, CUPW and leadership* negotiate paid leave at the bargaining table for all victims of domestic violence and ensure safety and job security for all Canadians.

RESOLUTIONS NOS. 240 & 239

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution no. 240 to cover the intent of Resolution no. 239 to read as follows:

Metro-Montreal Regional Conference

General Resolution

WHEREAS our members, when time comes to vote on a tentative agreement as a result of negotiating a new collective agreement, must be informed of the reasons for which they are asked to accept or reject the proposed terms of settlement, under section 6.16 of the National Constitution;

WHEREAS the Union normally opts for producing, printing and distributing a draft collective agreement to all active members of the Union;

WHEREAS the economic and environmental costs of printing and distributing copies of the tentative agreement are significant;

WHEREAS section 7.04 of the National Constitution requires the National Executive Board to adopt balanced budgets, a provision with which it is not able to comply;

ATTENDU QUE nos politiques nationales en F-6 prévoient que le Syndicat doit prendre des mesures pour réduire sa consommation de papier, ses déplacements et son empreinte écologique;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le Syndicat n'opte plus pour une impression et une distribution massive de la convention provisoire à tous les membres;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU que le Syndicat s'appuie sur ce qui est déjà établi dans le cadre de la distribution des statuts nationaux prévus au paragraphe 3.47, soit de fournir sur support informatique ladite convention provisoire et d'en imprimer un nombre suffisant afin de répondre aux demandes des sections locales;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU d'émettre et d'envoyer à tous les membres un tabloïd détaillé indiquant uniquement les changements proposés de l'entente de principe.

RÉSOLUTION N° 202

Le Comité à l'unanimité recommande l'adoption de la résolution n° 202, rédigée ainsi :

Conférence régionale du Montréal métro

Politique C

ATTENDU QUE le système bancaire canadien est basé sur l'oligopole de 6 grandes banques;

ATTENDU QUE ces 6 grandes banques ont fait un profit cumulé de plus de 40 milliards de dollars en 2017;

ATTENDU QUE pour maximiser encore plus leurs profits, les grandes banques canadiennes se désinvestissent de plus en plus des services aux régions, ainsi que des ghettos de pauvreté;

WHEREAS CUPW's National Policy F-6 provides that the Union will work to reduce duplication of papers, travel and carbon footprints;

BE IT RESOLVED that the Union no longer opt for a mass printing and distribution of the draft agreement to all members;

BE IT ALSO RESOLVED that the Union rely on provisions that are already in place for the distribution of the National Constitution under section 3.47, i.e. providing the tentative agreement on a data storage medium and printing copies to be made available in sufficient quantities to fulfill requests from locals;

BE IT FINALLY RESOLVED that a tabloid detailing only the proposed changes included in the tentative agreement be sent to the entire membership.

RESOLUTION NO. 202

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 202 to read as follows:

Metro-Montreal Regional Conference

Policy C

WHEREAS the Canadian banking system is based on the oligopolistic power of the six major banks;

WHEREAS these six major banks earned a cumulative profit of more than 40 billion dollars in 2017;

WHEREAS, to maximize their profits, the major Canadian banks are withdrawing more and more services from the regions, and from poverty ghettos;

ATTENDU QUE ces grandes banques engrangent les profits et n'ont aucune obligation légale de redistribuer une partie de ceux-ci à la société;

ATTENDU QUE de nombreux services postaux à travers le monde optent pour une transition vers l'offre de services bancaires postaux publics adressés à tous, mais particulièrement à des clientèles qui n'arrivent pas à recevoir des services bancaires décentes des grandes banques traditionnelles;

ATTENDU QUE le STTP milite activement pour l'élaboration d'une banque postale publique dans le but de pousser Postes Canada à utiliser ses infrastructures déjà en place pour offrir les services bancaires s'y rattachant;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le STTP continue et maintienne la pression sur les différents paliers de gouvernement dans le but d'arriver à instaurer une telle banque;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU que le STTP continue de solliciter le support de la population pour nous aider à contrer ce lobby puissant;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU que le STTP s'assure par tous les moyens nécessaires que cette banque postale, lorsqu'elle sera implantée, aura et gardera un volet social et de proximité en offrant un service à moindre coût, tout en remettant une partie de ses profits à la collectivité.

RÉSOLUTION N° 232

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 232, rédigée ainsi :

Conférence régionale du Centre

Politique F-1

WHEREAS these major banks are raking their profits and have no legal obligation to redistribute portions of these to society;

WHEREAS many postal administrations around the world are choosing to transition to public postal services for all, but especially for customers who are not getting adequate banking services from the major conventional banks;

WHEREAS CUPW has been working actively to develop public postal banking services by encouraging Canada Post to use its existing infrastructure to provide related banking services;

BE IT RESOLVED that CUPW continue to lobby the various levels of government with a view to establishing postal banking;

BE IT ALSO RESOLVED that CUPW continue to ask for the public's support to help us counter this powerful banking lobby;

BE IT FINALLY RESOLVED that CUPW ensure by every means necessary that, when postal banking is established, it will have and maintain a social and local service mandate that provides cheaper banking services, while investing part of its profits in the community.

RESOLUTION NO. 232

The Committee recommends the adoption of Resolution no. 232 to read as follows:

Central Regional Conference

Policy F-1

ATTENDU QU'il est nécessaire d'encourager l'ensemble des membres du STTP à se renseigner par eux-mêmes sur les questions environnementales (par l'inclusion dans le texte de la politique F-1 de l'étude des conséquences des changements climatiques et du réchauffement de la planète);

ATTENDU QU'il est nécessaire de « soutenir les efforts de ceux et celles qui travaillent à l'élaboration de solutions visant la réduction des gaz à effet de serre dans le but de limiter l'impact de notre économie et de ses institutions sur notre environnement. (Le texte de la politique n'est pas assez précis pour indiquer qu'il s'agit des résultats directs des changements climatiques);

ATTENDU QUE la politique F-1 « demande que le gouvernement fédéral respecte les traités internationaux sur les changements climatiques ». (En plus du respect des traités internationaux, le texte de la politique devrait exiger que le gouvernement fédéral respecte ses propres politiques en matière de changements climatiques);

QU'IL SOIT RÉSOLU de favoriser une sensibilisation accrue des membres face aux changements climatiques et à l'environnement en les invitant, dans le texte de la politique, à se renseigner eux-mêmes sur le sujet;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le texte de la politique relatif aux gaz à effet de serre pour qu'il intègre la notion d'empreinte carbone;

QU'IL SOIT RÉSOLU de tenir compte, dans le texte de la politique, de la nécessité d'influencer notre propre gouvernement pour qu'il respecte les traités qu'il a lui-même conclues sur la réduction des conséquences des changements climatiques et sur notre empreinte carbone.

WHEREAS encourage all members of CUPW to become more environmentally aware (Should include through self-education by studying the impact of climate changes and global warming);

WHEREAS support efforts by those working on solutions to mitigate the impact of our economy and its institutions on our environment through reduction of greenhouse gases. (Wording is not defined enough to signify the direct results of climate change);

WHEREAS Policy F-1 demands that the federal government respect international treaties on climate change. (Wording does not allow for respect of our own federal government's policies towards climate change and not just international treaties);

THEREFORE BE IT RESOLVED encourage to become more aware of climate change and the environment by changing wording to add self education;

THEREFORE BE IT RESOLVED change wording of greenhouse gases to include carbon footprint;

THEREFORE BE IT RESOLVED we should include influencing our own government to abide by treaties our government has put in place on reducing the impact of climate change and our carbon footprint.

RÉSOLUTION N° 201

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 201, rédigée ainsi :

Conférence régionale du Québec

Politique C - nouvelle

ATTENDU QUE la sécurité est une priorité pour Postes Canada;

ATTENDU QUE les abords des routes sont dans un milieu comportant des dangers;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP milite auprès des autorités responsables de la voie publique afin que les utilisateurs de la route respectent un corridor de sécurité pour les employées et employés de Postes Canada.

RÉSOLUTION N° 208

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 208, rédigée ainsi :

Conférence régionale des Prairies

Politique C-2

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada a adopté le rapport de la Commission de vérité et réconciliation du Canada, y compris l'appel à l'action n° 80, qui déclare ce qui suit :

« Nous demandons au gouvernement fédéral d'établir comme jour férié, en collaboration avec les peuples autochtones, une journée nationale de la vérité et de la réconciliation pour honorer les survivants, leurs familles et leurs collectivités et s'assurer que la commémoration de l'histoire et des séquelles des pensionnats demeure un élément essentiel du processus de réconciliation. »

RESOLUTION NO. 201

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 201 to read as follows:

Quebec Regional Conference

Policy C - New

WHEREAS security is a priority for Canada Post;

WHEREAS roadsides are hazardous;

BE IT RESOLVED THAT CUPW lobby the authorities responsible for public roads to ensure road users are required to provide a safety corridor for Canada Post employees.

RESOLUTION NO. 208

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 208 to read as follows:

Prairie Regional Conference

Policy C-2

WHEREAS the Federal Government of Canada has agreed to adopt "*The Truth and Reconciliation Commission of Canada: Calls to Action #80*" which states:

"We call upon the federal government, in collaboration with Aboriginal peoples, to establish, as a statutory holiday, a National Day for Truth and Reconciliation to honour Survivors, their families, and communities, and ensure that public commemoration of the history and legacy of residential schools remains a vital component of the reconciliation process."

ATTENDU QU'il est important de reconnaître la douleur et la souffrance causées aux peuples des Premières Nations du Canada par les effets extrêmement négatifs des politiques systémiques, notamment en ce qui a trait au réseau de pensionnats indiens, à la rafle des années 1960 et aux politiques gouvernementales actuelles;

ATTENDU QUE les gouvernements provinciaux et territoriaux du Canada n'ont pas encore adopté formellement le concept de jour férié conformément à l'esprit et à l'intention de l'« *appel à l'action n° 80* » de la « *Commission de vérité et réconciliation du Canada* »;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le STTP travaille avec les représentantes et représentants autochtones et des Premières Nations pour exiger que les gouvernements provinciaux et territoriaux du Canada établissent et adoptent des politiques et des pratiques conformes aux « *appels à l'action* » de la « *Commission de vérité et réconciliation du Canada* »;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que le STTP travaille avec les représentantes et représentants autochtones et des Premières Nations pour exiger que les gouvernements provinciaux et territoriaux du Canada adoptent et reconnaissent le jour férié établi par le gouvernement fédéral à titre de journée nationale de la vérité et de la réconciliation.

RÉSOLUTION N° 212

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 212, rédigée ainsi :

Conférence régionale de l'Ontario

Politique C-18 – nouvelle

WHEREAS it is important to acknowledge the pain and suffering caused to the First Peoples of this country with respect to the profoundly negative impacts of such systemic policies such as the Residential School system, the 60's Scoop & current contemporary governmental policies;

WHEREAS the Provincial and Territorial Governments of Canada have yet to formally adopt the concept of said statutory holiday within their jurisdictions in the spirit and intent of "*The Truth and Reconciliation Commission of Canada: Call to Action #80*";

THEREFORE BE IT RESOLVED that CUPW shall work with Aboriginal/First Nations representatives to demand that the Provincial and Territorial Governments of Canada adopt and create policies and practices that honour "*The Truth and Reconciliation Commission of Canada: Calls to Action.*";

BE IT FINALLY RESOLVED that CUPW shall work with Aboriginal/First Nations representatives to demand that the Provincial and Territorial Governments of Canada adopt and recognize the Federal Government of Canada's statutory holiday which will be a National Day for Truth and Reconciliation.

RESOLUTION NO. 212

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 212 to read as follows:

Ontario Regional Conference

Policy C-18 – New

ATTENDU QUE les lois sur le ***prétendu droit au travail*** sont une grande priorité des entreprises et des gouvernements de droite;

ATTENDU QUE le taux de pauvreté là où de telles lois s'appliquent est toujours plus élevé que dans les administrations où elles n'existent pas;

ATTENDU QUE les travailleuses et travailleurs des États américains où des lois sur le ***prétendu droit au travail*** s'appliquent gagnent 5 538 \$ de moins que dans les États où de telles lois n'existent pas;

ATTENDU QUE douze des quinze États américains ayant adopté une loi sur le ***prétendu droit au travail*** affichent les pires écarts salariaux entre hommes et femmes;

QU'IL SOIT RÉSOLU que les dispositions suivantes soient ajoutées à titre de nouvelle politique dans la partie « C » des politiques des statuts nationaux :

OPPOSITION AUX LOIS SUR LE « DROIT AU TRAVAIL »

Le Syndicat exerce activement des pressions sur les élus pour contrer toute tentative de mise en œuvre de lois sur le ***prétendu droit au travail***.

Le Syndicat travaille en collaboration avec les organismes et coalitions qui s'opposent aux lois sur le ***prétendu droit au travail***.

Le Syndicat prépare un programme d'action pour renseigner les membres, la population et les élus sur les réalités, l'objectif réel et les effets défavorables des lois sur le ***prétendu droit au travail***.

WHEREAS so called right-to-work laws are a high priority agenda for corporations and right wing governments;

WHEREAS poverty rates in right-to-work jurisdictions are consistently higher than those without so called right-to-work laws;

WHEREAS workers in so called right-to-work states in the U.S. make \$5,538 less than those states without these laws;

WHEREAS twelve of the fifteen so called right-to-work states in the U.S. have the worst pay gap between men and women;

THEREFORE BE IT RESOLVED the following language be added to "C" as a new policy in the Policy section of the National Constitution:

OPPOSING SO CALLED RIGHT-TO-WORK LEGISLATION

The Union will actively lobby elected officials to stop all efforts to implement so-called right-to-work laws.

The Union will work in cooperation with organizations and coalitions who are opposed to so-called right-to-work laws.

The Union will develop a program of action to educate the membership, the public and elected officials about the realities, the real purpose and the adverse effects of so-called right-to-work laws.

RÉSOLUTION N° 188

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 188, rédigée ainsi :

Conférence régionale de l'Atlantique

Politique A-11

ATTENDU QUE le Syndicat s'est doté de la politique A-11 sur la sous-traitance pour protéger le travail de vente au détail et le travail de maintenance;

ATTENDU QUE le STTP représente des membres qui assurent la prestation de services urbains fusionnés (SUF) pour Postes Canada par le biais d'entreprises privées;

ATTENDU QUE ces unités de négociation font face à un problème énorme, soit le fait que les entreprises en question se livrent une concurrence constante et doivent renchérir sur les offres des unes et des autres pour conserver leurs contrats avec Postes Canada, ce qui fait que le Syndicat est obligé de recommencer à zéro auprès de chaque entreprise qui obtient un nouveau contrat et que les travailleuses et travailleurs perdent les gains durement acquis auprès de leur employeur précédent;

ATTENDU QUE cette situation donne lieu à une précarité d'emploi et à de l'incertitude pour nos membres;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP prenne toutes les mesures nécessaires pour récupérer au sein de la convention collective de l'unité urbaine le travail des services urbains fusionnés (SUF).

RESOLUTION NO. 188

The Committee recommends the adoption of Resolution No. 188 to read as follows:

Atlantic Regional Conference

Policy A-11

WHEREAS the Union currently has policy A-11 on contracting out to protect the work of retail work and maintenance work;

WHEREAS CUPW represents members doing combined urban services for Canada Post through private companies;

WHEREAS a huge problem for these bargaining units is that the companies are constantly competing and out bidding each other, which results in the Union starting over with each company and the workers losing hard won gains from previous employers;

WHEREAS this creates precarious work and uncertainty for our members;

THEREFORE BE IT RESOLVED that CUPW will take all necessary steps to contract in Combined Urban services work into our Urban collective agreement.

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE le STTP exige que le travail des services urbains fusionnés soit récupéré à l'interne et que les membres du Syndicat qui effectuent ce travail soient intégrés à l'unité de négociation de l'exploitation postale urbaine.

RÉSOLUTIONS N^{os} 205, 199 et 215

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n^o 205, qui rejoint l'intention des résolutions n^{os} 199 et 215, rédigée ainsi :

Conférence régionale du Toronto métro

Politique C – nouvelle

ATTENDU QUE de plus en plus de Canadiennes et Canadiens n'ont pas de régime d'assurance couvrant les médicaments, les soins dentaires et d'autres soins, dont la physiothérapie, la chiropraxie, entre autres;

ATTENDU QUE bien des Canadiennes et Canadiens n'ont pas les moyens de payer les médicaments dont ils ont besoin;

ATTENDU QUE le gouvernement fédéral néglige de consacrer une part suffisante de son budget au soutien des personnes qui n'ont pas les moyens de payer les médicaments d'ordonnance, les soins dentaires et les autres soins médicaux et paramédicaux comme la physiothérapie et la chiropraxie, entre autres;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP exerce des pressions et prône la création d'un régime universel **gratuit** d'assurance-médicaments, d'assurance dentaire et de soins médicaux et paramédicaux nécessaires à la population.

BE IT FURTHER RESOLVED that CUPW will demand that the CUPW members doing the Combined Urban service work are brought in to the Urban bargaining unit along with the work.

RESOLUTIONS NOS. 205, 199 & 215

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 205 to cover the intent of Resolutions nos. 199 & 215 to read as follows:

Metro-Toronto Regional Conference

Policy C - New

WHEREAS more and more Canadians do not have paid drug, dental paramedical and medical plans for physiotherapy, chiropractor, etc.;

WHEREAS many Canadians cannot afford the prescriptions they need;

WHEREAS the Federal Government is failing to provide sufficient federal funds to support the Canadians who cannot afford prescription drugs, dental, paramedical and other medical plans such as physiotherapy, chiropractor, etc.;

BE IT RESOLVED that CUPW will lobby and advocate for **free** universal pharma care, dental, paramedical and all other medical needs for Canadians.

RÉSOLUTION N° 191

Le Comité à l'unanimité recommande l'adoption de la résolution n° 191, rédigée ainsi :

Conférence régionale de l'Atlantique

Politique B

ATTENDU QUE la campagne communautaire pour l'égalité et la hausse du salaire minimum à 15 \$ l'heure (*Fight for \$15 and Fairness*) en Ontario a remporté une victoire historique en obtenant la hausse du salaire minimum à 15 \$ l'heure;

ATTENDU QUE les travailleuses et travailleurs doivent riposter face aux mythes véhiculés par les grandes entreprises et le monde des affaires;

ATTENDU QUE les travailleuses et travailleurs syndiqués ont tout à gagner d'une hausse du salaire minimum, car notre capacité à obtenir des gains est compromise lorsque l'écart se creuse entre nous et les travailleuses et travailleurs mal payés;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP joue un rôle actif pour obtenir une hausse du salaire minimum à 15 \$ l'heure dans les provinces où le salaire n'a pas encore atteint ce seuil, et qu'à cette fin le STTP travaille avec les organisations et les syndicats qui luttent pour atteindre le même objectif.

RÉSOLUTION N° 195

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 195, rédigée ainsi :

Conférence régionale des Prairies

Politique B

RESOLUTION NO. 191

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 191 to read as follows:

Atlantic Regional Conference

Policy B

WHEREAS the Grassroots Fight for \$15 and Fairness campaign in Ontario has achieved a historic victory with the implementation of a \$15 minimum wage;

WHEREAS workers need to push back against the myths being propagated by corporations and business lobbyists;

WHEREAS Union workers only stand to benefit from a higher minimum wage because our ability to achieve gains is compromised when low-wage workers fall behind;

THEREFORE BE IT RESOLVED that CUPW will take an active role in achieving an increase to a \$15.00 per hour wage in provinces that currently do not have so; CUPW will do so by working with organizations and unions that are working for the same goal.

RESOLUTION NO. 195

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 195 to read as follows:

Prairie Regional Conference

Policy B

ATTENDU QUE la prestation de programmes éducatifs destinés aux membres est en constante évolution et que le Syndicat adopte de nouvelles stratégies à tous les paliers;

ATTENDU QUE le Syndicat reconnaît qu'il est dans son intérêt, comme membre du mouvement syndical canadien, de soutenir et de renforcer le travail des conseils du travail partout au pays;

ATTENDU QUE l'un des rôles reconnus d'un conseil du travail est d'offrir, dans sa région, des cours et des séminaires d'éducation aux syndicats qui lui sont affiliés et à ses alliés;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP, en collaboration avec *le Congrès du travail du Canada et la FTQ*, conçoive une série de cours de courte durée pouvant être donnés dans le cadre d'une session d'éducation mixte offerte par le STTP et un conseil du travail;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE l'un de ces cours constitue une initiation au syndicalisme et soit destiné à nos alliés et aux travailleuses et travailleurs non syndiqués.

RÉSOLUTION MIXTE N°2, QUI REJOINT L'INTENTION DES RÉSOLUTIONS N°S 220 ET 221

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption d'une résolution mixte formée des résolutions n°s 220 et 221, rédigée ainsi :

Conférence régionale du Pacifique

Politique D-47 - nouvelle

ATTENDU QUE les travailleuses et travailleurs transgenres font face à de la discrimination au travail, dans la société en général et dans le Syndicat;

WHEREAS the delivery of educational programs to our membership is ever evolving with new strategies being developed by the Union on all levels;

WHEREAS the Union recognizes that it is to our advantage as members of the Canadian Labour movement to support and strengthen the work of the various Labour Councils across the country;

WHEREAS one of the recognized functions of a Labour Council is the provision of seminars and courses to affiliates and allies in the regions served by the Council;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the Canadian Union of Postal Workers shall, in conjunction with the **Canadian Labour Congress/FTQ** develop a suite of short courses suitable for presentation in the context of a joint Labour Council CUPW Educational;

BE IT FURTHER RESOLVED that once such course be designed as an introduction to Unionism for allies and those workers who are not at the moment members of a Union.

COMPOSITE NO. 2 TO COVER RESOLUTIONS NOS. 220 AND 221

The Committee unanimously recommends the adoption of a composite Resolution Nos. 220 & 221 to read as follows:

Pacific Regional Conference

Policy D-47 - New

WHEREAS Transgender workers face discrimination in the workplace, society at large and the Union; and

ATTENDU QUE le Syndicat reconnaît que toutes les personnes, peu importe leur identité ou leur expression sexuelles, ont le droit d'être traitées avec équité, respect et dignité;

ATTENDU QUE les termes utilisés par le Syndicat peuvent contribuer à la transphobie et que la terminologie liée au genre s'est élargie au-delà de la binarité homme-femme afin d'inclure d'autres identités sexuelles non conformes;

ATTENDU QUE la manière utilisée traditionnellement par le Syndicat pour s'adresser aux membres en tant que « consœurs » et « confrères » exclut certains membres;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le Syndicat (STTP) adopte, *dans la mesure où la langue le permet*, une terminologie neutre à tous les paliers de participation des membres;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE le Syndicat adopte, *dans la mesure où la langue le permet*, une façon d'inclure les personnes transgenres et les personnes de genre non conforme dans ses documents, ses politiques, ses lettres et ses formulaires;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU QUE le STTP clarifie que les postes réservés aux femmes sont ouverts à tous les membres qui s'identifient comme étant des femmes et que les postes réservés aux hommes sont ouverts à tous les membres qui s'identifient comme étant des hommes;

La nouvelle politique D-47 sur l'utilisation de termes neutres en matière de genre est rédigée comme suit :

WHEREAS the Union recognizes that all people, regardless of their gender identity and / or gender expression, have a right to be treated with fairness, respect and dignity;

WHEREAS the Union's language can contribute to transphobia, and gender language has expanded beyond the binary of male and female to include other gender variant identities;

WHEREAS the traditional ways the Union uses to address members as "brother" and "sister" exclude some members;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the Union (CUPW) will adopt *when language permits* gender neutral language at all levels of membership engagement;

BE IT FURTHER RESOLVED that the Union adopt *when language permits* a means of inclusion for transgender and gender variant individuals in documents, policy, letters and forms;

BE IT FURTHER RESOLVED that CUPW clarify positions reserved for women be open to all members identifying as women and that positions reserved for men be open to all members identifying as men;

New Policy D-47 Gender Neutral Language will read:

« Le STTP reconnaît que les travailleuses et travailleurs transgenres font face à de la discrimination dans la société, au travail et au sein du mouvement syndical. Le Syndicat reconnaît que toutes les personnes, peu importe leur identité ou leur expression sexuelles, ont le droit d'être traitées avec équité, respect et dignité.

Le STTP reconnaît que l'utilisation de certains termes, comme consœurs et confrères, exclut les personnes de genre non conforme ou dont l'identité sexuelle s'inscrit en dehors de la binarité homme-femme.

Le STTP reconnaît que les mots communiquent des messages puissants d'inclusion et d'exclusion. Le STTP s'est engagé à bâtir un syndicat inclusif à l'égard des membres de genre non conforme ou dont l'identité sexuelle s'inscrit en dehors de la binarité homme-femme. Le STTP reconnaît que pour respecter cet engagement, il doit changer, *dans la mesure où la langue le permet*, les termes utilisés pour désigner les membres du Syndicat.

Le STTP adopte, *dans la mesure où la langue le permet*, des termes inclusifs et neutres en matière de genre pour s'adresser aux membres du Syndicat afin d'être accueillant et inclusif pour l'ensemble des membres.

Le STTP adopte également, *dans la mesure où la langue le permet*, des termes neutres en matière de genre pour désigner les membres du Syndicat, dans toutes ses publications, y compris, mais sans s'y limiter, les bulletins, les lettres, les formulaires et les statuts nationaux.

Le STTP prend des mesures pour exiger que les employeurs de toutes les unités de négociation du STTP utilisent, *dans la mesure où la langue le permet*, des termes neutres en matière de genre dans la rédaction des conventions collectives et autres documents et publications.

“CUPW recognizes that Transgender workers face discrimination in society, in the workplace and in the labour movement. CUPW knows that all people, regardless of their gender identity and / or gender expression, have a right to be treated with fairness, respect and dignity;

CUPW recognizes that the use of certain language such as Sister and Brother does not include Union members who are gender variant and/or who identify outside the female/male gender binary;

CUPW recognizes that language conveys powerful messages of inclusion and exclusion. CUPW is committed to building a Union that is inclusive of members who are gender variant and/or who identify outside the female/male gender binary. CUPW recognizes this means the Union must change *when language permits* the language used when referring to union members;

CUPW will adopt *when language permits* inclusive gender-neutral language to address union members, in order to be welcoming and inclusive of all of our members;

CUPW will also adopt *when language permits* gender neutral language when referring to union members, in all publications including but not limited to bulletins, letters forms, and the National Constitution;

CUPW will take steps to require that Employers of all CUPW bargaining units use *when language permits* gender neutral language in collective agreements and other documents and publications;

Le STTP réaffirme sa pratique qui consiste à veiller à ce que les postes réservés aux femmes soient ouverts à tous les membres qui s'identifient comme étant des femmes, et à ce que tous les postes réservés aux hommes soient ouverts à tous les membres s'identifiant comme étant des hommes, et il fait aussi en sorte que ces postes soient ouverts aux personnes de genre non conforme ou dont l'identité sexuelle s'inscrit en dehors de la binarité homme-femme.

RÉSOLUTION N° 189

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 189, rédigée ainsi :

Conférence régionale du Pacifique

Politique A-11

ATTENDU QUE les stages d'apprentissage sont un élément important pour commencer à exercer un métier;

ATTENDU QUE le STTP prône la récupération à l'interne du travail des groupes 3 et 4;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter à la politique A-11 le texte suivant :

« Le syndicat favorise les chances égales d'obtention d'un stage d'apprentissage pour suppléer les absences au sein des groupes 3 et 4. »

La Politique A-11 sera formulée de la façon suivante :

CUPW reaffirms its practice of ensuring that positions reserved for women be open to all members identifying as women and that positions reserved for men be open to all members identifying as men and that these positions also be open to those who are gender variant and/or who identify outside the female/male gender binary.

RESOLUTION NO. 189

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 189 to read as follows:

Pacific Regional Conference

Policy A-11

WHEREAS trade apprenticeships are a key entry point for workers into a trade;

WHEREAS CUPW supports the contracting in of all Group 3 and 4 work;

THEREFORE, BE IT RESOLVED that the following language be added to National Policy A-11:

“The Union will promote the use of equal opportunity apprenticeships to fill vacancies in Groups 3 and 4.”

Policy A-11 will now read:

« Le syndicat s'efforce de faire éliminer les bureaux de poste auxiliaires et autres centres de distribution d'approvisionnements postaux afin de les voir remplacer par des succursales postales et cherche à organiser les personnes qui exercent les fonctions des travailleurs et travailleuses dans ces établissements postaux.

Le syndicat prend toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que seuls des membres en règle du syndicat exercent les fonctions du traitement de toutes les classes de courrier, de la vente d'approvisionnements postaux, des ventes philatéliques et du réglage de compteurs postaux.

Le syndicat prend toutes les mesures nécessaires pour garantir que l'employeur n'aura pas recours à la sous-traitance pour les services susmentionnés et n'accepte pour transmission par la poste aucune classe de courrier traité par des non-membres du syndicat.

Le syndicat prend toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que l'employeur confie aux seuls membres du syndicat tout le traitement du courrier, la vente d'approvisionnements postaux aux bureaux de poste auxiliaires et semi-urbains de même que la vente d'approvisionnements philatéliques dans des établissements privés.

Le syndicat prend toutes les mesures nécessaires pour assurer que seuls les membres du syndicat exercent les fonctions de l'unité de négociation du syndicat quelles que soient les circonstances.

“The Union will work to eliminate sub post offices and other postal supplies distribution centres to replace them with postal stations and seek to organize the individuals who perform the functions of postal workers in such postal establishments.

The Union will take all necessary steps to have only members of the Union in good standing perform the jobs of the processing of all classes of mail, the sale of postage supplies, philatelic sales and setting of postage meters.

The Union will take all necessary steps to guarantee that the employer will not contract out any of the above services or accept for transmission by mail any class of mail that is processed by any other persons than members of the Union.

The Union will take all the necessary steps to guarantee that the employer will have the processing of mail, the sale of postage supplies in sub post offices and in semi-staff post offices, as well as the sale of philatelic supplies in private outlets performed only by members of the Union.

The Union will take all the necessary steps to ensure that only members of the Union will perform any of the duties of the bargaining unit under any circumstances.

Le syndicat prend toutes les mesures nécessaires pour s'assurer de récupérer à l'interne tout le travail de maintenance qui, en ce moment, est sous-traité de sorte que les membres des groupes 3 et 4 exécutent toutes les tâches liées à la maintenance dans l'ensemble des établissements postaux. Le syndicat favorise les chances égales d'obtention d'un stage d'apprentissage pour suppléer les *postes vacants* au sein des groupes 3 et 4. »

RÉSOLUTION N° 244

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 244, rédigée ainsi :

Conférence régionale des Prairies

Politique D-6

ATTENDU QUE l'intimidation et le harcèlement au travail est une question importante pour l'ensemble des travailleuses et travailleurs à Postes Canada et au sein du STTP;

ATTENDU QU'à titre d'employeur, le STTP est tenu de maintenir un lieu de travail exempt d'intimidation et de harcèlement;

ATTENDU QU'il existe un besoin en matière de formation pour être en mesure de reconnaître les cas d'intimidation et de harcèlement au travail et de prendre des mesures pour les prévenir;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE tous les dirigeants et dirigeantes à plein temps du STTP ainsi que tous les membres d'un comité exécutif à tous les paliers du Syndicat (national, régional et local) suivent une formation pour reconnaître les cas d'intimidation et de harcèlement et pouvoir prendre des mesures pour les prévenir.

The Union will take all the necessary steps to guarantee that the employer will not contract out any related work that is performed by Group 3 and Group 4 members of the Union. The Union will take all the necessary steps to ensure that all maintenance-related work that is currently contracted elsewhere, be contracted within, so that Group 3 and Group 4 members perform all maintenance-related tasks in all postal establishments. The Union will promote the use of equal opportunity apprenticeships to fill vacancies in Groups 3 and 4.”

RESOLUTION NO. 244

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution no. 244 to read as follows:

Prairie Regional Conference

Policy D-6

WHEREAS workplace bullying and harassment is a major issue for all workers at CPC and within CUPW;

WHEREAS CUPW as an employer also has an obligation to provide a bullying and harassment free workplace;

WHEREAS there is a need for education on recognition of bullying and harassment and ways of preventing it in the workplace;

THEREFORE, BE IT RESOLVED that all full-time officers of CUPW, members of local executives at all levels of CUPW (national, regional and local) take mandatory training in order to recognize bullying and harassment and ways to prevent it.

RÉSOLUTION N° 228

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 228, rédigée ainsi :

Conférence régionale des Prairies

Politique E-6

ATTENDU QUE les bulletins du palier national invitant les membres à participer à des activités syndicales ou à des délégations à l'étranger comportent une date limite pour la réception des candidatures;

ATTENDU QUE certains bulletins sont reçus une semaine à peine avant la date d'échéance;

ATTENDU QUE les sections locales ont besoin davantage de temps pour diffuser l'information à leurs membres;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE, lorsqu'il lance un appel aux membres intéressés à participer à une activité ou à une délégation, le Syndicat accorde suffisamment de temps aux sections locales pour leur permettre de communiquer l'information à leurs membres.

RÉSOLUTION N° 200

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 200, rédigée ainsi :

Conférence régionale de l'Atlantique

Politique C – nouvelle

Le STTP :

RESOLUTION NO. 228

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution no. 228 to read as follows:

Prairie Regional Conference

Policy E-6

WHEREAS bulletins coming from National calling for applications to Union events or trips have a deadline to apply;

WHEREAS some of bulletins are received within a week of the deadline;

WHEREAS Locals need more time to distribute the information to its members;

THEREFORE BE IT RESOLVED when the Union puts out a call for applications for Union events or trips, that it do so in a timely manner, giving the Locals time to distribute the material to its membership.

RESOLUTION NO. 200

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 200 to read as follows:

Atlantic Regional Conference

Policy C – New

CUPW will:

Fera pression sur le gouvernement aux paliers provincial et fédéral pour améliorer le niveau des effectifs dans les centres de soins de longue durée, encouragera ses membres à écrire à leur première ou premier ministre provincial et à leur députée ou député aux paliers provincial et fédéral pour leur demander d'augmenter les effectifs dans les centres de soins de longue durée partout au pays et demandera à ses membres de participer aux campagnes et aux activités visant à améliorer les soins de longue durée.

PARCE QUE les résidentes et résidents des centres de soins de longue durée sont parmi les personnes les plus vulnérables de la société.

PARCE QUE bon nombre des personnes âgées et des patients des centres de soins de longue durée ont besoin de meilleurs services.

PARCE QUE le ratio personnel – résident n'a pas augmenté depuis le début des années 2000.

PARCE QUE 2,45 heures de soins par période de 24 heures n'est pas suffisant.

PARCE QUE nos aînés méritent mieux.

RÉSOLUTION N° 242

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 242, rédigée ainsi :

Conférence régionale du Montréal métro

Résolution générale

ATTENDU QUE la réimpression et la réexpédition à tous les membres de la carte de membre après chaque congrès n'apportent rien de plus;

Lobby Provincial and Federal levels of government to improve staffing levels in Long Term Care Facilities. Encourage their members to write to their Premiers, MLA's and MP's to increase the staffing ratio in Long Term Care facilities across the country and ask CUPW Members to get involved in campaigns and activities organized to improve Long Term Care services.

BECAUSE the residents of Long-term care facilities are some of the most vulnerable people in our society.

BECAUSE many seniors and patients of long-term care facilities need better care.

BECAUSE the resident staff ratio has not seen an increase since early 2000.

BECAUSE 2.45 hours of care in a 24 hour period is not enough.

BECAUSE our seniors deserve better.

RESOLUTION NO. 242

The Committee recommends the adoption of Resolution no. 242 to read as follows:

Metro-Montreal Regional Conference

General Resolution

WHEREAS reprinting and resending a membership card to all members after each national convention serves no additional purpose;

ATTENDU QUE la réimpression et la réexpédition à tous les membres après chaque congrès amènent une dépense d'argent inutile;

ATTENDU QUE la politique nationale F-6 demande de réduire la consommation de papier;

QU'IL SOIT RÉSOLU que la carte de membre soit bonne tant et aussi longtemps qu'un membre maintienne un lien d'emploi avec une unité syndicale accréditée par le STTP;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU qu'un mécanisme de remplacement / réimpression de carte de membre soit établi en cas de perte ou d'altération de la carte de membre.

RÉSOLUTIONS N^{OS} 206, 207 ET 209

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n^o 206, qui rejoint l'intention des résolutions n^{os} 207 et 209, rédigée ainsi :

Conférence régionale du Québec

Politique C-2 – nouvelle

ATTENDU QUE le 21 juin est une journée de célébration officielle visant à reconnaître et à honorer les réalisations, l'histoire et la richesse des cultures des Premières Nations, des Inuits et des Métis du Canada;

ATTENDU QUE ce jour est férié dans les Territoires du Nord-Ouest depuis 2001 et au Yukon depuis 2017;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP milite afin que le 21 juin devienne un jour férié pour toutes les provinces du Canada.

WHEREAS reprinting and resending it to all members after each convention is an unnecessary expense;

WHEREAS National Policy F-6 urges us to reduce the amount of paper we use;

BE IT RESOLVED that the membership card remain valid so long as a member has an employment relationship within a CUPW-certified bargaining unit;

BE IT ALSO RESOLVED that a membership card replacement or reprinting process be established to provide for the loss or alteration of the card.

RESOLUTIONS NOS. 206, 207 & 209

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 206 to cover the intent of Resolutions nos. 207 & 209 to read as follows:

Quebec Regional Conference

Policy C-2 - New

WHEREAS June 21 is an official day of celebration to recognize and commemorate the accomplishments, history and rich culture of Canada's First Nations, Inuit and Metis people;

WHEREAS June 21 has been a statutory holiday in the Northwest Territories since 2011 and in Yukon, since 2017;

BE IT RESOLVED THAT CUPW advocate to ensure that June 21 becomes a statutory holiday in all Canadian provinces.

RÉSOLUTION N° 250

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 150, rédigée ainsi :

Conférence régionale du Québec

Paragraphe 7.43

ATTENDU QUE la pollution est un véritable fléau sur l'ensemble de la planète;

ATTENDU QUE chacun des syndicats et chacune des entreprises doit faire sa part;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le STTP se munisse, lorsque possible, de véhicules hybrides ou électriques.

RÉSOLUTION N° 243

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 243, rédigée ainsi :

Conférence régionale des Prairies

Résolution générale

ATTENDU QUE le Syndicat ne ménage aucun effort pour améliorer les conditions de travail des membres au moyen des négociations collectives;

ATTENDU QUE depuis de nombreuses années, les sections locales, les bureaux régionaux et le bureau national travaillent au développement de nos relations avec les syndicats alliés, les fédérations du travail et la population;

ATTENDU QUE les travailleuses et travailleurs des postes sont appréciés et perçus comme étant dignes de confiance dans les collectivités où ils vivent et travaillent et qu'ils devraient tirer fierté de la reconnaissance de l'image de marque du STTP;

RESOLUTION NO. 250

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 150 to read as follows:

Quebec Regional Conference

Section 7.43

WHEREAS pollution is a terrible problem for the entire planet;

WHEREAS each union and each business must do its part;

BE IT RESOLVED THAT, where practicable, CUPW obtain hybrid or electric vehicles.

RESOLUTION NO. 243

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution no. 243 to read as follows:

Prairie Regional Conference

General Resolution

WHEREAS our Union has worked tirelessly to better the working conditions of its members, through collective bargaining;

WHEREAS our Union local offices, regional offices and National office have spent years working to develop our relationships with allied Unions, federations of labour and the public

WHEREAS postal workers are valued and trusted in the communities they live and work and should take pride in the recognition of the CUPW brand.

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le Syndicat cherche activement à faire afficher son logo sur l'ensemble du matériel et des outils dans les lieux de travail.

RÉSOLUTION N° 246

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 246, rédigée ainsi :

Conférence régionale du Pacifique

Résolution générale

PARCE QUE le STTP est d'avis que Postes Canada doit s'engager dans la voie des services bancaires pour augmenter ses revenus et maintenir les services offerts à la population;

PARCE QUE le secteur bancaire au Canada et au Québec affiche des profits record année après année;

PARCE QUE les travailleuses et travailleurs des institutions financières ne sont pas rémunérés adéquatement pour le travail qu'ils effectuent;

NOUS VOULONS QUE le Conseil exécutif national accorde à la syndicalisation des travailleuses et travailleurs non syndiqués du secteur des services financiers une priorité élevée au cours du prochain mandat.

RÉSOLUTION N° 211

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 211, rédigée ainsi :

Conférence régionale de l'Atlantique

Politique C-9

BE IT RESOLVED that our Union will actively work to have our logo placed on all equipment and tools in our workplaces.

RESOLUTION NO. 246

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution no. 246 to read as follows:

Pacific Regional Conference

General Resolution

BECAUSE CUPW believes that Canada Post must get involved in Postal Banking to increase revenues and maintain services to the Canadian public;

BECAUSE the banking sector in Canada and Quebec continues to report record profits year after year;

BECAUSE the workers in these financial institutions are not fairly compensated for the work that they do;

WE WANT the NEB to mandate that organizing the unorganized in the financial services sector be one of the main targets during the next mandate.

RESOLUTION NO. 211

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 211 to read as follows:

Atlantic Regional Conference

Policy C-9

ATTENDU QUE le STTP s'est doté de la politique C-9 sur les briseurs et briseuses de grève;

ATTENDU QUE nous devons continuer d'exercer des pressions pour l'adoption de lois anti-briseurs de grève partout au pays, aux paliers provincial et fédéral;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter les mots « *and scabs* » à la première phrase de la version anglaise de la politique C-9.

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU de remplacer le mot « loi » dans la deuxième phrase de la politique par les termes « loi anti-*scabs* ».

RÉSOLUTIONS N^{os} 225 ET 229

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n^o 225, qui rejoint l'intention de la résolution n^o. 229, rédigée ainsi :

Conférence régionale de l'Atlantique

Politique E-6

ATTENDU QUE les participantes et participants aux activités de solidarité internationale ne sont pas toujours choisis au hasard;

ATTENDU QUE la sélection des participantes et participants ne se fait pas toujours sous l'angle de l'équité et de l'égalité hommes-femmes;

- a) QU'IL SOIT RÉSOLU que la politique E-6 indique que toute personne désirant participer au programme doit remplir un formulaire, et qu'il incombe au Comité de solidarité internationale d'examiner toutes les demandes une fois qu'il les aura toutes reçues.

WHEREAS CUPW has policy C-9 on strikebreaking and the use of strike breakers;

WHEREAS we need to continue to push for anti-scab legislation across the country both Provincially and Federally;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the first line of policy C-9 add "and scabs."

BE IT FURTHER RESOLVED that we change the word legislation in the second line to "anti-scab legislation."

RESOLUTIONS NOS. 225 & 229

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 225 to cover the intent of Resolution no. 229 to read as follows:

Atlantic Regional Conference

Policy E-6

WHEREAS International Solidarity participants are not always randomly selected;

WHEREAS an equity and gender lens is not always used to chose the participants;

- (a) THEREFORE BE IT RESOLVED E6 shall consist of a form process that is filled by all applicants. The International Solidarity Committee shall review all applications together.

- b) QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU que la participante ou le participant à une activité de solidarité internationale présente un rapport au plus tard 60 jours après son retour, sinon sa candidature pourrait ne pas être prise en compte dans la sélection d'une autre délégation et qu'un exemplaire du rapport en question soit remis à chaque directrice et directeur national pour diffusion au sein du bureau régional.

- (b) THEREFORE BE IT FURTHER RESOLVED that reports must be submitted no later than 60 days after returning or the participant shall not be allowed to be considered for another delegation. One copy of said report shall be distributed to each national Director for disbursement in their regional office.

RÉSOLUTIONS N^{os} 218 ET 217

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n^o 218, qui rejoint l'intention de la résolution n^o. 217, rédigée ainsi :

Conférence régionale du Pacifique

Politique D-36

ÉTANT DONNÉ QUE le STTP se porte à la défense du peuple palestinien quant à son droit au respect, à la justice et à la paix;

ÉTANT DONNÉ QUE le STTP appuie la campagne internationale de boycott, de retrait des investissements et de sanctions à l'endroit d'Israël tant que ce pays n'aura pas reconnu les droits du peuple palestinien;

ÉTANT DONNÉ QUE la société transnationale Hewlett Packard (HP) est le fournisseur d'une grande partie des infrastructures technologiques qu'utilise Israël à ses points de contrôle et que ceux-ci portent gravement atteinte à la capacité des Palestiniens de travailler, de cultiver la terre, de visiter leur famille et de se déplacer dans leur pays;

ÉTANT DONNÉ QUE, en fournissant des ordinateurs à l'armée israélienne, qui a tué 15 manifestants et en a blessé plus de 700 à Gaza, en 2018, la société Hewlett Packard rend possibles ces attaques effroyables;

RESOLUTIONS NOS. 218 & 217

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 218 to cover the intent of Resolution no. 217 to read as follows:

Pacific Regional Conference

Policy D-36

SINCE CUPW supports the rights of the Palestinian people for respect, justice and peace;

SINCE CUPW supports the international campaign of boycott, divestment and sanctions until Israel recognizes the rights of Palestinian people;

SINCE the transnational company Hewlett Packard (HP) provides and operates much of the technology infrastructure that Israel uses to maintain its checkpoints, which severely restrict the ability of Palestinians to work, farm, spend time with their families, and move about within their country;

SINCE by providing computers to the Israeli military, that was responsible for the killing of 15 protestors and the wounding of more than 700 protestors in Gaza in 2018 HP is enabling these appalling attacks;

ÉTANT DONNÉ QUE la société Hewlett Packard maintient une entreprise dérivée, DXC Technology, dans une colonie juive installée illégalement en Cisjordanie;

ÉTANT DONNÉ QUE des organismes aussi divers que l'Église presbytérienne des États-Unis et le conseil municipal de Dublin, en Irlande, ont retiré les fonds qu'ils avaient investis dans la société Hewlett Packard;

ÉTANT DONNÉ QUE le comité national palestinien de boycott a demandé à la société Hewlett Packard de mettre un terme à sa participation aux actes de brutalité visant à opprimer le peuple palestinien et qu'il a demandé à ses alliés de s'engager à s'abstenir d'acheter les produits de Hewlett Packard, dont les imprimantes, ordinateurs et cartouches d'encre, tant que cette société n'aura pas annulé tous ses contrats d'approvisionnement en matière de technologies, d'équipements et d'information conclus avec Israël, qui les utilise pour bafouer les droits des Palestiniens et enfreindre le droit international;

PAR CONSÉQUENT, NOUS VOULONS QUE le STTP s'abstienne d'acheter des produits de la société Hewlett Packard, dont les imprimantes, ordinateurs et cartouches d'encre, tant que celle-ci n'aura pas annulé tous ses contrats d'approvisionnement en matière de technologies, d'équipements et d'information conclus avec Israël, qui les utilise pour bafouer les droits des Palestiniens et enfreindre le droit international;

PAR CONSÉQUENT, NOUS VOULONS AUSSI QUE le STTP encourage ses sections locales à s'abstenir d'acheter des produits de la société Hewlett Packard tant que celle-ci n'aura pas annulé tous ses contrats d'approvisionnement en matière de technologies, d'équipements et d'information conclus avec Israël, qui les utilise pour bafouer les droits des Palestiniens et enfreindre le droit international;

SINCE HP maintains its spin-off, DXC Technology, in an illegal Jewish-only settlement in West Bank;

SINCE organizations as diverse as the US Presbyterian Church, the Dublin (Ireland) City Council, have divested in Hewlett Packard;

SINCE the Boycott National Committee has called upon Hewlett Packard companies to end all participation in the brutal oppression of the Palestinian people and has asked their allies to pledge not to purchase Hewlett Packard products -- including printers, computers, and ink until they cancel all contracts that supply Israel with technology, equipment, and information used in its ongoing violations of Palestinian rights and international law.

THEREFORE WE WANT CUPW not to purchase Hewlett Packard products -- including printers, computers, and ink until Hewlett Packard cancels all contracts that supply Israel with technology, equipment, and information used in its ongoing violations of Palestinian rights and international law;

THEREFORE WE ALSO WANT CUPW to encourage its locals not to purchase any Hewlett Packard products until Hewlett Packard cancels all contracts that supply Israel with technology, equipment, and information used in its ongoing violations of Palestinian rights and international law;

PAR CONSÉQUENT, NOUS VOULONS ENFIN QUE le STTP encourage le mouvement syndical et ses alliés des différents mouvements pour la justice sociale de s'abstenir d'acheter des produits de la société Hewlett Packard, dont les imprimantes, ordinateurs et cartouches d'encre, tant que celle-ci n'aura pas annulé tous ses contrats d'approvisionnement en matière de technologies, d'équipements et d'information conclus avec Israël, qui les utilise pour bafouer les droits des Palestiniens et enfreindre le droit international.

RÉSOLUTION N° 204

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 204, rédigée ainsi :

Conférence régionale du Montréal métro.

Politique C - nouvelle

ATTENDU QUE selon l'ARC (Agence de revenu du Canada), le coût de l'évasion fiscale pour le gouvernement, seulement pour l'année d'imposition 2014 se chiffrait au minimum à 5 % des revenus totaux du gouvernement, soit un montant estimé à 14,6 milliards de dollars;

ATTENDU QU'en 2016, l'estimation totale des investissements canadiens dans les paradis fiscaux (Barbade, Bahamas, Luxembourg, Bermudes, Îles Caïman et Pays Bas) totalisait 263 milliards de dollars;

ATTENDU QUE ces montants pourraient bien être la pointe d'un iceberg beaucoup plus gros, surtout si nous ajoutons les stratagèmes d'évitement fiscal;

THEREFORE WE WANT CUPW to encourage the labour movement and our allies in movements for social justice not to purchase Hewlett Packard products -- including printers, computers, and ink until Hewlett Packard cancels all contracts that supply Israel with technology, equipment, and information used in its ongoing violations of Palestinian rights and international law.

RESOLUTION NO. 204

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 204 to read as follows:

Metro-Montreal Regional Conference

Policy C - New

WHEREAS Canada Revenue Agency (CRA) reports that the cost of tax evasion to the government for the 2014 tax year alone is equivalent to at least 5% of total government revenues, i.e. an amount estimated at 14.6 billion dollars;

WHEREAS, in 2016, total estimated Canadian investments in tax havens (Barbados, Bahamas, Luxembourg, Bermuda, the Caiman Islands and the Netherlands) amount to 263 billion dollars;

WHEREAS these amounts may be just the tip of the iceberg, especially when tax avoidance schemes are taken into account;

ATTENDU QUE le Canada n'est pas victime, mais bien l'instigateur des paradis fiscaux puisque depuis les années '60 et '70, nous signons des accords de non double imposition avec des pays ayant des taux d'imposition dérisoires pour les entreprises étrangères;

ATTENDU QUE la fuite de ces capitaux a un impact direct sur les investissements dans toutes les sphères sociales, y compris dans les services publics comme Postes Canada;

ATTENDU QUE ce phénomène est mondial et qu'en 2012, le FMI (Fonds monétaire international) chiffrait les transactions mondiales transigeant par les paradis fiscaux à 5500 milliards d'euros au bas mot;

ATTENDU QUE toujours selon le FMI, 50 % des transactions financières internationales passent par les paradis fiscaux;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le STTP se dote d'une politique nationale claire contre l'évasion fiscale;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU QUE le STTP se ligue avec d'autres organismes de la société civile pour forcer le Canada à arrêter de signer et à annuler une fois pour toutes les accords de non double imposition avec les pays reconnus comme étant des paradis fiscaux;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE le STTP milite pour rendre illégal les stratégies d'évitement fiscal;

QU'IL SOIT FINALEMENT RÉSOLU QUE le STTP se ligue avec d'autres organismes de la société civile pour forcer le Canada à recouvrer les sommes perdues en lien avec l'évasion fiscale, ainsi que l'évitement fiscale.

WHEREAS Canada is not a victim, but an instigator of tax havens, given that, since the 60s and 70s, it has been signing double taxation avoidance agreements with countries that have ridiculously low tax rates for foreign companies;

WHEREAS the flight of this capital has a direct impact on investments in all social sectors, including public services such as those offered by Canada Post;

WHEREAS this is a world-wide phenomenon and, in 2012, the International Monetary Fund (IMF) estimated the global transactions through tax havens at least 5500 billion euros;

WHEREAS the IMF also reports that 50% of all international financial transactions go through tax havens;

BE IT RESOLVED that CUPW adopt a clear national policy against tax evasion;

BE IT ALSO RESOLVED that CUPW join with other civil society organizations to force Canada to stop signing, and to cancel once and for all, double taxation avoidance agreements with countries recognized as tax havens;

BE IT FURTHER RESOLVED that CUPW actively work to make tax avoidance strategies illegal;

BE IT FINALLY RESOLVED that CUPW join with other civil society organizations to force Canada to recover amounts lost through tax evasion and tax avoidance.

RÉSOLUTION N° 224

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 224, rédigée ainsi :

Conférence régionale de l'Atlantique

Politique E-1

ATTENDU QUE le Syndicat s'est doté de la politique E-1 sur les boycottages et qu'il encourage les membres à fréquenter les établissements syndiqués et à acheter des articles portant une étiquette syndicale;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le palier national du STTP crée et maintienne une liste des biens et services syndiqués qui sont disponibles partout au pays.

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE le palier national du Syndicat travaille avec les établissements et les services syndiqués pour négocier des rabais de groupe au nom des membres.

RÉSOLUTION N° 198

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 198, rédigée ainsi :

Conférence régionale de l'Atlantique

Politique C – nouvelle

Le STTP :

Fera pression sur le gouvernement pour obtenir un accès gratuit et en temps opportun aux soins hospitaliers et aux soins de santé communautaires destinés à soutenir les personnes atteintes de maladie mentale.

RESOLUTION NO. 224

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 224 to read as follows:

Atlantic Regional Conference

Policy E-1

WHEREAS currently the union has policy E-1 regarding boycotts and encouraging union members to patronize union shops and buy union label goods;

THEREFORE BE IT RESOLVED that CUPW national will create and maintain a list of union goods and services available throughout the country.

BE IT FURTHER RESOLVED that the National Union will work with union shops and services to negotiate group discounts on behalf of the membership.

RESOLUTION NO. 198

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 198 to read as follows:

Atlantic Regional Conference

Policy C – New

CUPW will:

Lobby the government for free and timely access to hospital care and community health care to support people with mental illness.

RÉSOLUTION N° 97

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 97, rédigée ainsi :

Conférence régionale du Montréal métro

Paragraphe 7.08

ATTENDU QUE le document de travail du mois d'août 2018, destiné aux sections locales en préparation aux conférences régionales, indique les difficultés financières du Syndicat;

ATTENDU QUE la contribution financière des membres a atteint sa capacité maximale;

ATTENDU QUE l'assurance-vie payée à même leurs cotisations mensuelles est un avantage énorme pour tous les membres;

QU'IL SOIT RÉSOLU de maintenir l'assurance-vie de base, dans sa forme actuelle, pour tous les membres du STTP.

RÉSOLUTION N° 197

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 197, rédigée ainsi :

Conférence régionale de l'Atlantique

Nouveau sous politique C

ATTENDU QUE le STTP a une « conscience » sociale;

ATTENDU QUE la société est aux prises avec les graves problèmes causés par la dépendance aux opioïdes;

ATTENDU QUE la vente des médicaments de type opioïdes rapporte des milliards de dollars aux grandes sociétés pharmaceutiques;

RESOLUTION NO. 97

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 97 to read as follows:

Metro-Montreal Regional Conference

Section 7.08

WHEREAS the August 2018 discussion paper for locals preparing for regional conferences sets out the Union's financial problems;

WHEREAS members' ability to contribute financially to the Union has reached its limit;

WHEREAS the life insurance paid out of their monthly dues is an enormous advantage for all members;

BE IT RESOLVED that basic life insurance, in its current form, be maintained for all CUPW members.

RESOLUTION NO. 197

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 197 to read as follows:

Atlantic Regional Conference

New Under Policy C

WHEREAS CUPW is of social conscious;

WHEREAS society is plagued with opioids addiction;

WHEREAS big drug companies made billions of dollars in the sale of these drugs;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le STTP exerce des pressions sur le gouvernement pour qu'il tienne les sociétés pharmaceutiques, et non les contribuables, responsables des coûts liés à la réadaptation.

RÉSOLUTION N° 231

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 231, rédigée ainsi :

Conférence régionale du Montréal métro

Politique F-6

ATTENDU QUE l'impression et l'expédition à toutes les sections locales des circulaires et autres documentations sont essentielles pour la bonne communication;

ATTENDU QUE les circulaires et autres documentations sont envoyées dans des quantités plus que nécessaires;

ATTENDU QUE la politique nationale F-6 demande de réduire la consommation de papier;

QU'IL SOIT RÉSOLU que la quantité de circulaires envoyée par le national aux sections locales corresponde aux besoins réellement exprimés par chaque section locale.

RÉSOLUTION N° 193B

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 193B, rédigée ainsi :

Conférence régionale du Montréal métro

Politique B

THEREFORE BE IT RESOLVED the Union shall lobby the government and doctors to hold the drug companies responsible for the cost of rehab and not the taxpayers.

RESOLUTION NO. 231

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution no. 231 to read as follows:

Metro-Montreal Regional Conference

Policy F-6

WHEREAS printing and sending out bulletins and other material to all locals is essential to effective communication;

WHEREAS bulletins and other material are sent in greater quantities than needed;

WHEREAS National Policy F-6 urges the Union to use less paper;

BE IT RESOLVED that the number of bulletins sent by the National Union to locals reflects each local's actual expressed needs.

RESOLUTION NO. 193B

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 193B to read as follows:

Metro-Montreal Regional Conference

Policy B

ATTENDU QUE la droite économique se coordonne pour diviser et mettre à genoux les groupes syndiqués et non syndiqués au Canada mais aussi partout dans le monde;

ATTENDU QUE les attaques portées contre le mouvement ouvrier sur, entre autres, nos fonds de pensions, l'implantation de clause orpheline ou grand-père, le dépôt d'injonctions et de lois spéciales sont générales et reviennent d'un lieu de travail à l'autre;

ATTENDU QUE les attaques subies par le STTP sont les mêmes que subissent les autres groupes de travail;

ATTENDU QUE les syndicats visés par des reculs ont tendance à mener leurs luttes de façon individuelle;

ATTENDU QU'en procédant ainsi, la droite économique a tout à gagner du manque d'unité du mouvement ouvrier et qu'un jour ou l'autre un syndicat pliera sur des reculs importants et créera un précédent qui sera utilisé pour faire pression sur d'autres travailleurs et travailleuses;

ATTENDU QU'il est impératif que le mouvement ouvrier réponde rapidement et de façon coordonnée face aux reculs pouvant avoir un impact général sur les travailleurs et travailleuses et ce, peu importe leurs affiliations syndicales ou le statut des travailleurs et travailleuses visés;

ATTENDU QUE la solidarité envers les travailleurs et travailleuses à un effet d'entraînement qui favorise un geste de solidarité à un prochain groupe dans le besoin;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le syndicat national crée des comités régionaux d'actions solidaires directes;

WHEREAS the economic right is coordinating action to divide and bring to their knees unionized and non-unionized groups in Canada and around the world;

WHEREAS attacks on the labour movement regarding, among others, our pension plans, implementing grandfather or orphan clauses, filing injunctions and special legislation, are common and being taken in workplaces everywhere;

WHEREAS CUPW is suffering the same kind of attacks as other labour groups;

WHEREAS unions faced with rollbacks tend to carry out their struggles individually;

WHEREAS in doing so, the economic right has everything to gain from disunity in the labour movement, and that, eventually, a union may concede to significant rollbacks and create a precedent that will be used to pressure other workers;

WHEREAS the labour movement must absolutely provide a quick and concerted response to rollbacks that could have widespread impact on workers, regardless of their labour affiliations or status;

WHEREAS solidarity with workers has a ripple effect on other groups in need;

BE IT RESOLVED that the national union establish regional direct solidarity action committees;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU QUE ce comité d'actions solidaires directes coordonne la mise sur pied d'une liste de travailleurs et travailleuses des postes prêts, disponibles et bénévoles pour faire des actions solidaires directes;

QU'IL SOIT FINALEMENT RÉSOLU QUE le syndicat national utilise son influence auprès du CTC, de la FTQ ainsi que les différents conseils du travail à travers le Canada, afin de les inciter à mettre sur pied des listes semblables et à débloquer un budget pour ainsi créer une réelle chaîne de solidarité efficace.

RÉSOLUTION N° 19

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 19, rédigée ainsi :

Conférence régionale de l'Atlantique

Article 4

ATTENDU QUE le STTP est un syndicat militant qui lutte depuis longtemps contre les employeurs et le gouvernement afin d'obtenir justice pour les travailleuses et travailleurs;

ATTENDU QUE nos statuts nationaux comportent des politiques qui visent à dissuader les membres de participer aux initiatives de qualité de vie au travail et qui s'opposent à toute forme de collaboration avec la direction ou avec les gouvernements servant les intérêts de l'employeur;

ATTENDU QU'il est allégué que des membres représentants le STTP entretiennent des relations beaucoup trop étroites avec l'employeur, ce qui donne lieu à des conflits dans les lieux de travail et au sein du syndicat aux palier régional et national;

BE IT ALSO RESOLVED that these direct solidarity action committees coordinate the development of a list of workers who would be ready, willing and able to take direct solidarity action;

BE IT FINALLY RESOLVED that the national union leverage its influence with the CLC, the FTQ and various labour councils across Canada to encourage them to develop similar lists and to release funding with a view to develop an effective network of solidarity.

RESOLUTION NO. 19

The Committee recommends the adoption of Resolution No. 19 to read as follows:

Atlantic Regional Conference

Article 4

WHEREAS CUPW is a militant Union with a history of combative struggle against employers and government for justice for workers;

WHEREAS our constitution has policies to deter members from participating in Quality of work-life schemes and opposing any form of collaboration with management and government serving managements interests;

WHEREAS there has been claims of members representing CUPW acting too cozy with the boss resulting in conflicts on the work floors and Regional/National offices;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE de rappeler à tous les membres nommés ou élus pour représenter le Syndicat *qu'ils ne doivent pas rencontrer l'employeur seuls, manger sa nourriture*, participer aux activités organisées par l'employeur ni poser tout autre geste qui contrevient à nos politiques relatives à nos interactions avec l'employeur en tant que représentantes et représentants du STTP.

RÉSOLUTION N° 192

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 192, rédigée ainsi :

Conférence régionale du Montréal métro

Politique B

ATTENDU QUE la participation financière de chaque section locale du STTP au Conseil du travail de sa région respective est obligatoire;

ATTENDU QUE nos statuts prévoient que chaque section locale doit encourager tous ses membres à y participer activement;

ATTENDU QUE les conseils régionaux éprouvent des difficultés résultant de la non-participation financière de certains syndicats affiliés;

ATTENDU QUE ces difficultés financières privent nos membres de services qu'ils sont en droit de s'attendre;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'inclure à la section « B » de nos politiques nationales que le STTP encourage et fasse la promotion du Conseil du travail auprès des autres syndicats, et ce, dans le but de les inciter à contribuer financièrement au Conseil du travail de leur région respective.

THEREFORE BE IT RESOLVED that any member that has been appointed or elected to represent the Union be reminded that *they shall not meet alone with the boss, eat their food*, participate in activities organized by the bosses, or any other action that violates our policies regarding our interactions with the boss as representatives of CUPW.

RESOLUTION NO. 192

The Committee recommends the adoption of Resolution No. 192 to read as follows:

Metro-Montreal Regional Conference

Policy B

WHEREAS each CUPW Local must contribute financially to its respective Labour Council;

WHEREAS, under our National Constitution, each local must encourage its members to take an active part in their Labour Council;

WHEREAS Labour Councils are experiencing financial difficulties because some affiliated unions are not making their financial contribution;

WHEREAS these financial difficulties deprive our members of services to which they are entitled;

BE IT RESOLVED that Part "B" of the National Policies be amended to add that CUPW will encourage and promote labour councils to other unions so as to encourage them to contribute financially to their respective local Labour Council.

RÉSOLUTION N° 230A

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 230A, rédigée ainsi :

Politique F-1

ATTENDU QUE suite à l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris sur les changements climatiques le 4 novembre 2016, le Canada, ainsi qu'une majorité de pays se sont dotés de règles pour réduire l'émission de gaz à effet de serre et ainsi tenter de réduire le réchauffement de la planète;

ATTENDU QUE l'utilisation de la voiture personnelle a des effets dévastateurs sur les émissions de gaz à effet de serre;

ATTENDU QUE le transport en commun est un des moyens efficaces pour contrer l'empreinte écologique rattachée à nos déplacements;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter à la politique F-1 que le STTP fasse pression auprès des gouvernements pour s'assurer que les objectifs de réduction de gaz à effet de serre reliés à l'Accord de Paris soient respectés, entre autres par le maintien, la promotion et l'amélioration de notre réseau de transport en commun en offrant des services 24 h sur 24;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU que le STTP prenne des dispositions, dans la mesure du possible, pour favoriser l'utilisation des transports en commun comme l'autobus, le train et le covoiturage lors du déplacement de ses membres, autant au travail qu'en fonction syndicale;

QU'IL SOIT FINALEMENT RÉSOLU que le STTP fasse pression auprès de Postes Canada pour que toute nouvelle installation soit accessible en transport en commun.

RESOLUTION NO. 230A

The Committee recommends the adoption of Resolution No. 230A to read as follows:

Policy F-1

WHEREAS, under the Paris Agreement on Climate Change that came into effect on November 4, 2016, Canada and a majority of countries agreed on rules to reduce greenhouse gas emissions in an effort to reduce global warming;

WHEREAS the use of personal cars has a disastrous impact on greenhouse gas emissions;

WHEREAS public transit is an effective means of reducing our travel-related environmental footprint;

BE IT RESOLVED that Policy F-1 be amended to add that CUPW will lobby government to ensure that greenhouse gas reduction targets under the Paris Agreement are met by maintaining, promoting and improving our public transportation network, notably by having it operate on a 24-hour basis;

BE IT ALSO RESOLVED that CUPW take steps, where possible, to promote the use of public transit such as buses, trains and carpooling for member travel both to and from work and for union purposes;

BE IT FINALLY RESOLVED that CUPW lobby Canada Post to ensure that any new facility is accessible by public transit.

**RÉSOLUTION MIXTE N° 1, QUI
REJOINT L'INTENTION DES
RÉSOLUTIONS N°S 187 ET 230**

Le Comité recommande l'adoption d'une résolution mixte formée des résolutions n°s 187 et 230, rédigée ainsi :

Partie F – Nouvelle politique

ATTENDU QUE la technologie liée aux véhicules électriques et aux bornes de recharge progresse rapidement;

ATTENDU QUE le STTP appuie l'écologisation du service postal au moyen de la campagne « Vers des collectivités durables » et d'autres initiatives;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP adopte une politique dans la partie F des statuts nationaux pour promouvoir les véhicules électriques et les bornes de recharge;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU d'exiger que Postes Canada implante dans les installations postales, en nombre suffisant, des bornes de recharge pour voitures électriques, en plus d'en faire la promotion;

La nouvelle politique est rédigée comme suit :

« Le Syndicat encourage le recours aux véhicules électriques et l'installation de bornes de recharge à tous les bureaux de poste. »

RÉSOLUTION N° 210

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 210, rédigée ainsi :

Conférence régionale du Montréal métro

Politique C-6

**COMPOSITE NO. 1 TO COVER
RESOLUTIONS NOS. 187 AND 230**

The Committee recommends the adoption of a composite Resolution Nos. 187 & 230 to read as follows:

Section F – New Policy

WHEREAS electric vehicle and charging technology is rapidly advancing;

WHEREAS CUPW supports the greening of the post office through the “Delivering Community Power” campaign and other initiatives;

THEREFORE BE IT RESOLVED that CUPW shall add a new policy to Section F of the National Constitution on promoting electric vehicles and charging stations;

BE IT FURTHER RESOLVED that Canada Post install an adequate number of charging stations for electric cars at its postal facilities, and promote the use of these charging stations;

The new policy shall state:

“The Union will promote the use of electric vehicles and the installation of charging stations at all post offices.”

RESOLUTION NO. 210

The Committee recommends the adoption of Resolution No. 210 to read as follows:

Metro-Montreal Regional Conference

Policy C-6

ATTENDU QUE le 17 octobre 2018, la loi C-45 légalisant le cannabis à des fins récréatives entre en vigueur;

ATTENDU QU'une partie de l'objectif de notre politique nationale C-6 sera atteinte en date de l'entrée en vigueur de la loi, soit la décriminalisation de la simple possession ou de la culture de la marijuana;

ATTENDU QUE certaines personnes ont déjà un casier judiciaire rattaché à la simple possession ou à la culture de la marijuana pour leur usage personnel;

ATTENDU QUE la consommation de cannabis peut engendrer des problèmes de dépendance, ainsi que des problèmes dans d'autres sphères de la vie familiale, sociale et au travail;

ATTENDU QUE la *Charte canadienne des droits et libertés* confère un certain nombre de droits en matière de sécurité de la personne et en matière de fouilles, de perquisitions ou de saisies abusives;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter à la politique que le STTP fasse pression sur les gouvernements ainsi que sur Postes Canada afin qu'une partie des profits générés par la vente et la livraison de cannabis soit utilisée pour aider la population ayant des problèmes familiaux, sociaux et au travail reliés à toute forme de dépendance;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU que le STTP s'assure que Postes Canada n'utilise pas de système de dépistage ou de fouille autant à l'embauche qu'en cours d'emploi afin de démontrer qu'un travailleur ou une travailleuse est ou a été sous l'influence du cannabis.

RÉSOLUTION N° 219

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 219, rédigée ainsi :

WHEREAS, on October 17, 2018, Bill C-45, which legalizes the recreational use of cannabis, took effect;

WHEREAS with the enactment of this law, part of the objective in National Policy C-6 has been reached, i.e. decriminalizing the simple possession and growth of marijuana;

WHEREAS some people already have a criminal record for merely possessing or growing marijuana for personal use;

WHEREAS using cannabis can lead to dependency problems, as well as problems in other areas of family, social and work life;

WHEREAS the *Canadian Charter of Rights and Liberties* confers a number of rights regarding personal security from unreasonable searches, search warrants or seizures;

BE IT RESOLVED that the policy be amended to include that CUPW will lobby governments and Canada Post to have part of the profits generated by the sale and delivery of cannabis used to help those with dependency-related family, social or workplace issues;

BE IT ALSO RESOLVED that CUPW ensure that Canada Post does not, either in hiring or in the course of work, use any system to identify and search for workers who are or have been under the influence of cannabis.

RESOLUTION NO. 219

The Committee recommends the adoption of Resolution No. 219 to read as follows:

Conférence régionale des Prairies

Politique D-38

ATTENDU QUE le programme de travailleuses et travailleurs étrangers temporaires au Canada est devenu un mécanisme utilisé par de nombreux employeurs pour maltraiter et exploiter des travailleuses et travailleurs vulnérables et s'opposer à l'amélioration des salaires et des conditions de travail des travailleuses et travailleurs qui sont déjà au pays;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP travaille en collaboration avec le mouvement syndical au Canada et à l'étranger et avec des alliés qui partagent ses idées pour faire remplacer le programme d'importation de travailleuses et travailleurs étrangers temporaires par une politique d'immigration plus ouverte et inclusive, et imposer des exigences plus rigoureuses aux employeurs pour qu'ils assurent une véritable formation efficace en vue de créer un bassin de travailleuses et travailleurs compétents au Canada.

RÉSOLUTION N° 233

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 233, rédigée ainsi :

Conférence régionale de l'Atlantique

Résolution générale

ATTENDU QUE les volumes du courrier régulier sont supposément en déclin;

ATTENDU QUE nous travaillons au sein du secteur postal;

ATTENDU QUE bon nombre de nos membres n'utilisent pas les services de Postes Canada pour leurs affaires personnelles quotidiennes;

Prairie Regional Conference

Policy D-38

WHEREAS the Temporary Foreign Worker program in this country has become a mechanism whereby many employers are enabled to mistreat and exploit vulnerable workers and resist improvements to the wages and working conditions of workers already in this country;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the Canadian Union of Postal Workers shall work with the Labour Movement in this country and abroad and with like-minded allies to replace the importation of temporary foreign labour with a more open and inclusive immigration policy coupled with more stringent requirements on employers to provide real effective training to create a skilled workforce Canada.

RESOLUTION NO. 233

The Committee recommends the adoption of Resolution no. 233 to read as follows:

Atlantic Regional Conference

General Resolution

WHEREAS regular mail volumes are supposedly dropping;

WHEREAS we are in the postal industry;

WHEREAS many of our own members do not use Canada Post for their day to day personal business;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le STTP lance une campagne nationale pour veiller à ce que les membres utilisent le service postal public.

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE le palier national du Syndicat encourage les membres à recevoir *leurs chèques par la poste* plutôt que par dépôt direct.

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU QUE toutes les sections locales ainsi que les bureaux régionaux et national utilisent le service postal public pour toutes leurs affaires et qu'ils s'abstiennent d'utiliser les services des entreprises qui nous font concurrence.

RÉSOLUTION N° 247

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 247, rédigée ainsi :

Conférence régionale du Pacifique

Résolution générale

ATTENDU QUE le nombre de membres du Syndicat continue de diminuer;

ATTENDU QUE nous voulons préserver l'indépendance du Syndicat;

ATTENDU QUE pour maintenir son indépendance, le Syndicat devra accroître le nombre de ses membres au moyen de la syndicalisation;

ATTENDU QUE le Syndicat dispose d'un service de syndicalisation;

ATTENDU QUE, en tant que Syndicat, nous croyons que les membres devraient avoir des conventions collectives qui répondent aux normes établies par le *Code canadien du travail* ou aux normes provinciales du travail, selon le cas;

THEREFORE BE IT RESOLVED that CUPW initiate a national campaign to ensure that our members are using our public postal service.

THEREFORE BE IT RESOLVED that the National Union will encourage the membership to resist direct deposit of cheques and receive their cheque through the mail.

THEREFORE BE IT FURTHER RESOLVED all locals, regional and National offices, ensure that they are using our public postal service for all business and not using our competitors.

RESOLUTION NO. 247

The Committee recommends the adoption of Resolution no. 247 to read as follows:

Pacific Regional Conference

General Resolution

WHEREAS the number of our Union members have continued to decline;

WHEREAS we want to continue to have our own independent Union;

WHEREAS in order to stay independent we will need to grow our union through Organizing;

WHEREAS we have an Organizing department;

WHEREAS we as a Union believe that our members should have collective agreements that meets or exceeds the Canada Labour Code or the Provincial Labour Standards as applicable;

ATTENDU QUE le STTP représente des unités de négociation qui, dans certains cas, ont négocié des conventions collectives comportant des droits inférieurs aux normes minimales établies par la législation fédérale ou provinciale;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'interdire au Conseil exécutif national ou au Comité exécutif national d'approuver qu'une convention collective soit soumise au vote des membres de l'unité de négociation en question si elle ne répond pas aux normes établies par le *Code canadien du travail* ou aux normes provinciales du travail, selon le cas;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE le Conseil exécutif national ou le Comité exécutif national appuie le service de syndicalisation et encourage le recours aux comités de règlement des différends aux paliers provincial et fédéral (Agence du revenu du Canada – assurance-emploi, Service Canada, Développement des ressources humaines Canada, etc.) dans le but d'obtenir des décisions permettant au Syndicat de négocier les meilleures conventions collectives possible pour ses membres;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU QUE le Syndicat fasse des démarches auprès des différents ministères provinciaux et fédéraux afin que les plaintes des membres ne soient pas mises en suspens ni que le dépôt d'une décision les concernant ne soit retardé à la demande des employeurs.

WHEREAS we represent bargaining units that have in some cases negotiated Collective agreements that are less than the minimums of either the CLC or PLS.

BE IT RESOLVED that the NEB/NEC shall not approve a collective agreement be taken to the members of a bargaining unit to vote on if it does not meet minimum of either the CLC or PLS as applicable;

THEREFORE BE IT FURTHER RESOLVED that the NEB/NEC will support the Organizing department and encourage to use provincial and or federal dispute panels (IE Revenue Canada, Service Canada, Human Resources Development Canada etc.) to in an attempt to get rulings that allow the Union to negotiate the best collective agreements possible for our members.

THEREFORE BE IT FINALLY RESOLVED that the Union will take actions with regard to Provincial and Federal departments to not hold members complaints in abeyance or delay making rulings at the request of employers.

*cope-sepb 225
cupe-scfp 1979*

RÉSOLUTIONS MIXTES

COMPOSITE RESOLUTIONS

RÉSOLUTION N° 187

Conférence régionale du Pacifique

Partie A – Nouvelle politique

ATTENDU QUE la technologie liée aux véhicules électriques et aux bornes de recharge progresse rapidement;

ATTENDU QUE le STTP appuie l'écologisation du service postal au moyen de la campagne « Vers des collectivités durables » et d'autres initiatives;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP adopte une politique dans la partie A des statuts nationaux pour promouvoir les véhicules électriques et les bornes de recharge;

La nouvelle politique est rédigée comme suit :

« Le Syndicat encourage le recours aux véhicules électriques et l'installation de bornes de recharge à tous les bureaux de poste. »

RÉSOLUTION N° 230

Conférence régionale du Montréal métro

Politique F-1

ATTENDU QUE suite à l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris sur les changements climatiques le 4 novembre 2016, le Canada, ainsi qu'une majorité de pays se sont dotés de règles pour réduire l'émission de gaz à effet de serre et ainsi tenter de réduire le réchauffement de la planète;

RESOLUTION NO. 187

Pacific Regional Conference

Section A – New Policy

WHEREAS electric vehicle and charging technology is rapidly advancing;

WHEREAS CUPW supports the greening of the post office through the “Delivering Community Power” campaign and other initiatives;

THEREFORE BE IT RESOLVED that CUPW shall add a new policy to Section A of the National Constitution on promoting electric vehicles and charging stations;

The new policy shall state:

“The Union will promote the use of electric vehicles and the installation of charging stations at all post offices.”

RESOLUTION NO. 230

Metro-Montreal Regional Conference

Policy F-1

WHEREAS, under the Paris Agreement on Climate Change that came into effect on November 4, 2016, Canada and a majority of countries agreed on rules to reduce greenhouse gas emissions in an effort to reduce global warming;

ATTENDU QUE l'utilisation de la voiture personnelle a des effets dévastateurs sur les émissions de gaz à effet de serre;

ATTENDU QUE le transport en commun est un des moyens efficaces pour contrer l'empreinte écologique rattachée à nos déplacements;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter à la politique F-1 que le STTP fasse pression auprès des gouvernements pour s'assurer que les objectifs de réduction de gaz à effet de serre reliés à l'Accord de Paris soient respectés, entre autres par le maintien, la promotion et l'amélioration de notre réseau de transport en commun en offrant des services 24 h sur 24;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU que le STTP prenne des dispositions, dans la mesure du possible, pour favoriser l'utilisation des transports en commun comme l'autobus, le train et le covoiturage lors du déplacement de ses membres, autant au travail qu'en fonction syndicale;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU d'exiger que Postes Canada implante dans les installations postales, en nombre suffisant, des bornes de recharge pour voitures électriques, en plus d'en faire la promotion;

QU'IL SOIT FINALEMENT RÉSOLU que le STTP fasse pression auprès de Postes Canada pour que toute nouvelle installation soit accessible en transport en commun.

WHEREAS the use of personal cars has a disastrous impact on greenhouse gas emissions;

WHEREAS public transit is an effective means of reducing our travel-related environmental footprint;

BE IT RESOLVED that Policy F-1 be amended to add that CUPW will lobby government to ensure that greenhouse gas reduction targets under the Paris Agreement are met by maintaining, promoting and improving our public transportation network, notably by having it operate on a 24-hour basis;

BE IT ALSO RESOLVED that CUPW take steps, where possible, to promote the use of public transit such as buses, trains and carpooling for member travel both to and from work and for union purposes;

BE IT FURTHER RESOLVED that Canada Post install an adequate number of charging stations for electric cars at its postal facilities, and promote the use of these charging stations;

BE IT FINALLY RESOLVED that CUPW lobby Canada Post to ensure that any new facility is accessible by public transit.

RÉSOLUTION N° 220

Conférence régionale du Pacifique

Politique D-47 - nouvelle

ATTENDU QUE les travailleuses et travailleurs transgenres font face à de la discrimination au travail, dans la société en général et dans le Syndicat;

RESOLUTION NO. 220

Pacific Regional Conference

Policy D-47 - New

WHEREAS Transgender workers face discrimination in the workplace, society at large and the Union; and

ATTENDU QUE le Syndicat reconnaît que toutes les personnes, peu importe leur identité ou leur expression sexuelles, ont le droit d’être traitées avec équité, respect et dignité;

ATTENDU QUE les termes utilisés par le Syndicat peuvent contribuer à la transphobie et que la terminologie liée au genre s’est élargie au-delà de la binarité homme-femme afin d’inclure d’autres identités sexuelles non conformes;

ATTENDU QUE la manière utilisée traditionnellement par le Syndicat pour s’adresser aux membres en tant que « consœurs » et « confrères » exclut certains membres;

QU’IL SOIT RÉSOLU QUE le Syndicat (STTP) adopte une terminologie neutre à tous les paliers de participation des membres;

QU’IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE le Syndicat adopte une façon d’inclure les personnes transgenres et les personnes de genre non conforme dans ses documents, ses politiques, ses lettres et ses formulaires;

QU’IL SOIT ENFIN RÉSOLU QUE le STTP clarifie que les postes réservés aux femmes sont ouverts à tous les membres qui s’identifient comme étant des femmes et que les postes réservés aux hommes sont ouverts à tous les membres qui s’identifient comme étant des hommes;

La nouvelle politique D-47 sur l’utilisation de termes neutres en matière de genre est rédigée comme suit :

« Le STTP reconnaît que les travailleuses et travailleurs transgenres font face à de la discrimination dans la société, au travail et au sein du mouvement syndical. Le Syndicat reconnaît que toutes les personnes, peu importe leur identité ou leur expression sexuelles, ont le droit d’être traitées avec équité, respect et dignité.

WHEREAS the Union recognizes that all people, regardless of their gender identity and / or gender expression, have a right to be treated with fairness, respect and dignity;

WHEREAS the Union’s language can contribute to transphobia, and gender language has expanded beyond the binary of male and female to include other gender variant identities;

WHEREAS the traditional ways the Union uses to address members as “brother” and “sister” exclude some members;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the Union (CUPW) will adopt gender neutral language at all levels of membership engagement;

BE IT FURTHER RESOLVED that the Union adopt a means of inclusion for transgender and gender variant individuals in documents, policy, letters and forms;

BE IT FURTHER RESOLVED that CUPW clarify positions reserved for women be open to all members identifying as women and that positions reserved for men be open to all members identifying as men;

New Policy D-47 Gender Neutral Language will read:

“CUPW recognizes that Transgender workers face discrimination in society, in the workplace and in the labour movement. CUPW knows that all people, regardless of their gender identity and / or gender expression, have a right to be treated with fairness, respect and dignity;

Le STTP reconnaît que l'utilisation de certains termes, comme consœurs et confrères, exclut les personnes de genre non conforme ou dont l'identité sexuelle s'inscrit en dehors de la binarité homme-femme.

Le STTP reconnaît que les mots communiquent des messages puissants d'inclusion et d'exclusion. Le STTP s'est engagé à bâtir un syndicat inclusif à l'égard des membres de genre non conforme ou dont l'identité sexuelle s'inscrit en dehors de la binarité homme-femme. Le STTP reconnaît que pour respecter cet engagement, il doit changer les termes utilisés pour désigner les membres du Syndicat.

Le STTP adopte des termes inclusifs et neutres en matière de genre pour s'adresser aux membres du Syndicat afin d'être accueillant et inclusif pour l'ensemble des membres.

Le STTP adopte également des termes neutres en matière de genre pour désigner les membres du Syndicat, dans toutes ses publications, y compris, mais sans s'y limiter, les bulletins, les lettres, les formulaires et les statuts nationaux.

Le STTP prend des mesures pour exiger que les employeurs de toutes les unités de négociation du STTP utilisent des termes neutres en matière de genre dans la rédaction des conventions collectives et autres documents et publications.

Le STTP réaffirme sa pratique qui consiste à veiller à ce que les postes réservés aux femmes soient ouverts à tous les membres qui s'identifient comme étant des femmes, et à ce que tous les postes réservés aux hommes soient ouverts à tous les membres s'identifiant comme étant des hommes, et il fait aussi en sorte que ces postes soient ouverts aux personnes de genre non conforme ou dont l'identité sexuelle s'inscrit en dehors de la binarité homme-femme.

CUPW recognizes that the use of certain language such as Sister and Brother does not include Union members who are gender variant and/or who identify outside the female/male gender binary;

CUPW recognizes that language conveys powerful messages of inclusion and exclusion. CUPW is committed to building a Union that is inclusive of members who are gender variant and/or who identify outside the female/male gender binary. CUPW recognizes this means the Union must change the language used when referring to union members;

CUPW will adopt inclusive gender-neutral language to address union members, in order to be welcoming and inclusive of all of our members;

CUPW will also adopt gender neutral language when referring to union members, in all publications including but not limited to bulletins, letters forms, and the National Constitution;

CUPW will take steps to require that Employers of all CUPW bargaining units use gender neutral language in collective agreements and other documents and publications;

CUPW reaffirms its practice of ensuring that positions reserved for women be open to all members identifying as women and that positions reserved for men be open to all members identifying as men and that these positions also be open to those who are gender variant and/or who identify outside the female/male gender binary.

RÉSOLUTION N° 221

Conférence régionale de l'Atlantique

Politique E – nouvelle

ATTENDU QUE la langue peut servir à exclure des personnes de nos mouvements et de nos lieux de travail;

ATTENDU QU'une langue neutre en matière de genre permet de s'assurer que tous les membres sont représentés;

ATTENDU QUE les pronoms « il » et « elle » sont utilisés du début à la fin des statuts nationaux et qu'ils devraient être remplacés par des pronoms neutres (*they/them* en anglais);

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP revoie le vocabulaire qu'il emploie dans ses documents, ses politiques et ses pratiques afin d'en arriver à utiliser des termes neutres en matière de genre.

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE le STTP modifie le texte de ses statuts nationaux afin d'en assurer la neutralité en utilisant des termes neutres en matière de genre.

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU QUE le STTP, dans le cadre de ses négociations collectives, veille à ce que les dispositions négociées reflètent l'ensemble des membres et qu'il encourage l'emploi d'une langue neutre en matière de genre dans nos conventions collectives.

scfp cupe 1979

RESOLUTION NO. 221

Atlantic Regional Conference

Policy E – New

WHEREAS language can be used to exclude people from our movements and our workplaces;

WHEREAS gender neutral language ensures that all members are represented;

WHEREAS throughout our National constitution it states he/she and that should be change to they or them;

THEREFORE BE IT RESOLVED that CUPW will review and modify its use of language in documents, policies and practices in an effort to move towards gender neutral language.

THEREFORE BE IT FURTHER RESOLVED that CUPW change the wording in our National Constitution to reflect gender neutral language.

THEREFORE BE IT FURTHER RESOLVED that, when in bargaining, CUPW ensure that our language reflects all our membership and encourage the use of gender neutral language within our collective agreements.

sepb cope 225

RÉSOLUTIONS VISÉES PAR LA PARTIE 1

RESOLUTIONS COVERED IN PART 1

RÉSOLUTION N° 240

Conférence régionale du Montréal métro

Résolution générale

ATTENDU QUE nos membres, lorsque vient le temps de prendre position en lien avec la négociation d'une nouvelle convention collective, doivent être informés des raisons d'accepter ou de rejeter les conditions de règlement proposées, et ce, en vertu du paragraphe 6.16 des statuts;

ATTENDU QUE le Syndicat opte normalement pour l'élaboration, l'impression et la distribution d'une convention provisoire qui est distribuée à tous les membres actifs du Syndicat;

ATTENDU QUE l'impression et la distribution des exemplaires de la convention provisoire a un coût économique et environnemental non négligeable;

ATTENDU QUE le paragraphe 7.04 des statuts nationaux prévoit que le Conseil exécutif national est tenu d'adopter des budgets équilibrés, ce qu'il n'est pas en mesure de respecter;

ATTENDU QUE nos politiques nationales en F-6 prévoient que le Syndicat doit prendre des mesures pour réduire sa consommation de papier, ses déplacements et son empreinte écologique;

RESOLUTION NO. 240

Metro-Montreal Regional Conference

General Resolution

WHEREAS our members, when time comes to vote on a tentative agreement as a result of negotiating a new collective agreement, must be informed of the reasons for which they are asked to accept or reject the proposed terms of settlement, under section 6.16 of the National Constitution;

WHEREAS the Union normally opts for producing, printing and distributing a draft collective agreement to all active members of the Union;

WHEREAS the economic and environmental costs of printing and distributing copies of the tentative agreement are significant;

WHEREAS section 7.04 of the National Constitution requires the National Executive Board to adopt balanced budgets, a provision with which it is not able to comply;

WHEREAS CUPW's National Policy F-6 provides that the Union will work to reduce duplication of papers, travel and carbon footprints;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le Syndicat n'opte plus pour une impression et une distribution massive de la convention provisoire à tous les membres;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU que le Syndicat s'appuie sur ce qui est déjà établi dans le cadre de la distribution des statuts nationaux prévus au paragraphe 3.47, soit de fournir sur support informatique ladite convention provisoire et d'en imprimer un nombre suffisant afin de répondre aux demandes des sections locales;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU d'émettre et d'envoyer à tous les membres un tabloïd détaillé indiquant uniquement les changements proposés de l'entente de principe.

RÉSOLUTION N° 239

Conférence régionale du Québec

Résolution générale

PARCE QUE les documents sont peu consultés;

PARCE QUE la production de ces documents représente des coûts énormes pour le STTP;

PARCE QUE les documents sont disponibles en format PDF sur support informatique;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE les statuts nationaux et les conventions collectives provisoires soient distribués aux sections locales à raison de :

- Une (1) copie pour chaque installation postale;
- Une (1) copie pour chaque tranche de 10 membres.

BE IT RESOLVED that the Union no longer opt for a mass printing and distribution of the draft agreement to all members;

BE IT ALSO RESOLVED that the Union rely on provisions that are already in place for the distribution of the National Constitution under section 3.47, i.e. providing the tentative agreement on a data storage medium and printing copies to be made available in sufficient quantities to fulfill requests from locals;

BE IT FINALLY RESOLVED that a tabloid detailing only the proposed changes included in the tentative agreement be sent to the entire membership.

RESOLUTION NO. 239

Quebec Regional Conference

General resolution

BECAUSE documents are not often read;

BECAUSE producing documents is very costly for the Union;

BECAUSE documents are available electronically in PDF format;

BE IT RESOLVED that the National Constitution and draft collective agreements be distributed to locals, as follows:

- One (1) copy for each postal facility;
- One (1) copy for every ten (10) members.

Par exemple : 20 installations avec 300 membres donnent 50 documents au lieu de 300.

For example: 20 facilities with 300 members results in 50 copies instead of 300.

RÉSOLUTION N^o 205

Conférence régionale du Toronto métro

Politique C – nouvelle

ATTENDU QUE de plus en plus de Canadiennes et Canadiens n'ont pas de régime d'assurance couvrant les médicaments, les soins dentaires et d'autres soins, dont la physiothérapie, la chiropraxie, entre autres;

ATTENDU QUE bien des Canadiennes et Canadiens n'ont pas les moyens de payer les médicaments dont ils ont besoin;

ATTENDU QUE le gouvernement fédéral néglige de consacrer une part suffisante de son budget au soutien des personnes qui n'ont pas les moyens de payer les médicaments d'ordonnance, les soins dentaires et les autres soins médicaux et paramédicaux comme la physiothérapie et la chiropraxie, entre autres;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP exerce des pressions et prône la création d'un régime universel d'assurance-médicaments, d'assurance dentaire et de soins médicaux et paramédicaux nécessaires à la population.

RÉSOLUTION N^o 199

Conférence régionale de l'Atlantique

Politique C – nouvelle

ATTENDU QU'UN régime national d'assurance-médicaments est l'un des maillons manquants du système de soins de santé au Canada et que son absence crée des iniquités, puisqu'un Canadien sur dix n'a pas les moyens de payer ses médicaments d'ordonnance;

RESOLUTION NO. 205

Metro-Toronto Regional Conference

Policy C - New

WHEREAS more and more Canadians do not have paid drug, dental paramedical and medical plans for physiotherapy, chiropractor, etc.;

WHEREAS many Canadians cannot afford the prescriptions they need;

WHEREAS the Federal Government is failing to provide sufficient federal funds to support the Canadians who cannot afford prescription drugs, dental, paramedical and other medical plans such as physiotherapy, chiropractor, etc.;

BE IT RESOLVED that C.U.P.W. will lobby and advocate for universal pharma care, dental, paramedical and all other medical needs for Canadians.

RESOLUTION NO. 199

Atlantic Regional Conference

Policy C – New

WHEREAS a national pharmacare program is one of the missing links in our healthcare system and it created inequities in society when 1 in 10 Canadians cannot afford their prescription medication;

ATTENDU QUE les provinces et les territoires ont de la difficulté à financer les services de soins de santé dont les collectivités ont besoin, et nous savons que, collectivement, nous gaspillons plus de 17 millions de dollars par jour à cause de l'absence d'un régime national d'assurance-médicaments prenant appui sur l'achat en vrac et une liste de médicaments assurés élaborée à partir de données scientifiques reconnues;

ATTENDU QUE nous pourrions mieux utiliser ces fonds publics gaspillés (17 millions de dollars par jour) en les affectant aux soins à domicile et aux soins aux personnes âgées et en augmentant les sommes destinées aux services de santé mentale et aux services de santé autochtones;

Le STTP :

- a) Fait pression sur les gouvernements provinciaux et fédéral pour la mise en place d'un régime universel d'assurance-médicaments gratuit.
- b) continue d'exiger la mise en place d'un régime national d'assurance-médicaments d'ordonnance pour l'ensemble de la population du Canada et qu'il en fasse une priorité.
- c) continue d'exiger la mise en place d'un régime national d'assurance-médicaments d'ordonnance pour toute personne de plus de 65 ans vivant au Canada et qu'il en fasse une priorité.

RÉSOLUTION N^o 215

Conférence de la région du Centre

Politique D-15

ATTENDU QU'un des éléments manquants du système de soins de santé du Canada est un régime d'assurance-médicaments, et cette situation crée des iniquités sociales, car une personne sur 10 n'a pas les moyens de payer les médicaments qui lui sont prescrits;

WHEREAS all provinces and territories struggle to fund the necessary health care services in their communities, and we know that collectively we have wasted more than \$17 million a day by not having a national pharmacare program that is based on a scientific, evidence-based formulary and bulk-buying;

WHEREAS we know that these wasted public dollars, (\$17 million a day) could be better spent in homecare, senior's care, and by increasing mental health services and indigenous health services;

CUPW will:

- (a) Lobby provincial and federal governments for a free universal drug program.
- (b) continue to call for a national public prescription drug program for all those living in Canada as a key priority.
- (c) continue to call for a national public prescription drug program for anyone over the age of 65 living in Canada as a key priority.

RESOLUTION NO. 215

Central Regional Conference

Policy D-15

WHEREAS a national pharmacare program is one of the missing links in our health care system and it creates inequities in society when one in 10 Canadians cannot afford their prescription medications;

ATTENDU QUE chaque province et territoire fait des pieds et des mains pour financer les soins de santé nécessaires à sa population, et nous savons que, collectivement, nous perdons 17 millions \$ par jour faute d'un régime national d'assurance-médicaments prenant appui sur un formulaire scientifique et éprouvé et sur l'achat en gros;

ATTENDU QUE nous savons que ces fonds publics qui sont gaspillés (17 millions \$ par jour) pourraient être dirigés vers les soins à domicile, les soins aux personnes âgées et servir à accroître les services en santé mentale et les services de santé aux populations autochtones;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP continue de demander la mise sur pied d'un régime public d'assurance-médicaments à l'intention de la population du Canada, et que cette demande s'inscrive dans la liste de ses principales priorités;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP continue de demander la mise sur pied d'un régime public d'assurance-médicaments à l'intention des personnes âgées de plus de 65 ans au Canada, et que cette demande s'inscrive dans la liste de ses principales priorités.

WHEREAS all provinces and territories struggle to fund the necessary health care services in their communities, and we know that collectively we have wasted more than \$17 million a day by not having a national pharmacare program that is based on a scientific, evidence-based formulary and bulk buying;

WHEREAS we know that these wasted public dollars (\$17 million a day) could be better spent in home care, seniors' care, and by increasing mental health services and indigenous health services;

BE IT RESOLVED that the CUPW will continue to call for a national public prescription drug program for all those living in Canada as a key priority;

BE IT RESOLVED that the CUPW will continue to call for a national public prescription drug program for anyone over the age of 65, living in Canada as a key priority.

RÉSOLUTION N° 206

Conférence régionale du Québec

Politique C-2 – nouvelle

ATTENDU QUE le 21 juin est une journée de célébration officielle visant à reconnaître et à honorer les réalisations, l'histoire et la richesse des cultures des Premières Nations, des Inuits et des Métis du Canada;

ATTENDU QUE ce jour est férié dans les Territoires du Nord-Ouest depuis 2001 et au Yukon depuis 2017;

RESOLUTION NO. 206

Quebec Regional Conference

Policy C-2 - New

WHEREAS June 21 is an official day of celebration to recognize and commemorate the accomplishments, history and rich culture of Canada's First Nations, Inuit and Metis people;

WHEREAS June 21 has been a statutory holiday in the Northwest Territories since 2011 and in Yukon, since 2017;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP milite afin que le 21 juin devienne un jour férié pour toutes les provinces du Canada.

RÉSOLUTION N° 207

Conférence régionale des Prairies

Politique C-2

ATTENDU QUE le STTP reconnaît les injustices historiques commises à l'endroit des peuples autochtones;

ATTENDU QUE le Syndicat a déjà participé à des initiatives mettant l'accent sur les luttes des peuples autochtones;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP fasse pression auprès du gouvernement fédéral pour que la Journée des peuples autochtones soit déclarée jour férié.

RÉSOLUTION N° 209

Conférence régionale du Pacifique

Politique C-2

ATTENDU QUE le Canada a entrepris un processus de réconciliation avec les peuples autochtones et les Premières Nations;

ATTENDU QUE le STTP honore les peuples autochtones, les Premières Nations et les territoires non cédés sur lesquels nous travaillons;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter à la politique C-2 des dispositions semblables à celles de la politique C-15 visant, dans ce cas-ci, à ce que le 21 juin soit déclaré jour férié national par le gouvernement fédéral.

BE IT RESOLVED THAT CUPW advocate to ensure that June 21 becomes a statutory holiday in all Canadian provinces.

RESOLUTION NO. 207

Prairie Regional Conference

Policy C-2

WHEREAS the Canadian Union of Postal Workers recognizes the historical injustices done to aboriginal / indigenous people;

WHEREAS our union already has participated in outlining the struggles of our aboriginal / indigenous people;

THEREFORE BE IT RESOLVED that CUPW will undertake a lobby of the federal government to have indigenous people day recognized as a statutory holiday.

RESOLUTION NO. 209

Pacific Regional Conference

Policy C-2

WHEREAS Canada is in the process of reconciliation with the Aboriginal, First Nations and Indigenous peoples;

WHEREAS CUPW honours the Aboriginal, First Nations and Indigenous peoples and unceded territories that we work on;

BE IT RESOLVED that Policy C-2 have the language in C-15 added with regards to June 21 to be adopted federally as a National Holiday.

RÉSOLUTION N° 225

Conférence régionale de l'Atlantique

Politique E-6

ATTENDU QUE les participantes et participants aux activités de solidarité internationale ne sont pas toujours choisis au hasard;

ATTENDU QUE la sélection des participantes et participants ne se fait pas toujours sous l'angle de l'équité et de l'égalité hommes-femmes;

- a) QU'IL SOIT RÉSOLU que la politique E-6 indique que toute personne désirant participer au programme doit remplir un formulaire, et qu'il incombe au Comité de solidarité internationale d'examiner toutes les demandes une fois qu'il les aura toutes reçues.
- b) QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU que la participante ou le participant à une activité de solidarité internationale présente un rapport au plus tard 60 jours après son retour, sinon sa candidature pourrait ne pas être prise en compte dans la sélection d'une autre délégation et qu'un exemplaire du rapport en question soit remis à chaque directrice et directeur national pour diffusion au sein du bureau régional.

RÉSOLUTION N° 229

Conférence régionale du Pacifique

Politique E-6

ATTENDU QUE les participantes et participants aux délégations de solidarité internationale ne sont pas toujours choisis au hasard;

ATTENDU QUE la sélection des participantes et participants ne se fait pas toujours sous l'angle de l'équité et de l'égalité hommes-femmes;

RESOLUTION NO. 225

Atlantic Regional Conference

Policy E-6

WHEREAS International Solidarity participants are not always randomly selected;

WHEREAS an equity and gender lens is not always used to chose the participants;

- (a) THEREFORE BE IT RESOLVED E6 shall consist of a form process that is filled by all applicants. The International Solidarity Committee shall review all applications together.
- (b) THEREFORE BE IT FURTHER RESOLVED that reports must be submitted no later than 60 days after returning or the participant shall not be allowed to be considered for another delegation. One copy of said report shall be distributed to each national Director for disbursement in their regional office.

RESOLUTION NO. 229

Pacific Regional Conference

Policy E-6

WHEREAS International Solidarity participants are not always randomly selected;

WHEREAS an equity and gender lens are not always used to choose the participants;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE la politique E-6 indique que toute personne désirant participer à une délégation doit remplir un formulaire, et qu'il incombe au Comité de solidarité internationale d'examiner toutes les demandes une fois qu'il les a toutes reçues;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU QUE la participante ou le participant à une délégation de solidarité internationale présente un rapport au plus tard soixante (60) jours après son retour, sinon sa candidature pourrait ne pas être prise en compte dans la sélection d'une autre délégation, et qu'un (1) exemplaire du rapport en question soit remis à chaque directrice et directeur national pour diffusion au sein du bureau régional.

THEREFORE BE IT RESOLVED that Policy E-6 shall consist of a form process that is filled by all applicants. The International Solidarity Committee shall review all applications together.

THEREFORE BE IT FINALLY RESOLVED that reports must be submitted no later than sixty (60) days after returning or the participant shall not be allowed to be considered for another delegation. One (1) copy of said report shall be distributed to each National Director for disbursement in their Regional office.

RÉSOLUTION N° 218

Conférence régionale du Pacifique

Politique D-36

ÉTANT DONNÉ QUE le STTP se porte à la défense du peuple palestinien quant à son droit au respect, à la justice et à la paix;

ÉTANT DONNÉ QUE le STTP appuie la campagne internationale de boycott, de retrait des investissements et de sanctions à l'endroit d'Israël tant que ce pays n'aura pas reconnu les droits du peuple palestinien;

ÉTANT DONNÉ QUE la société transnationale Hewlett Packard (HP) est le fournisseur d'une grande partie des infrastructures technologiques qu'utilise Israël à ses points de contrôle et que ceux-ci portent gravement atteinte à la capacité des Palestiniens de travailler, de cultiver la terre, de visiter leur famille et de se déplacer dans leur pays;

RESOLUTION NO. 218

Pacific Regional Conference

Policy D-36

SINCE CUPW supports the rights of the Palestinian people for respect, justice and peace;

SINCE CUPW supports the international campaign of boycott, divestment and sanctions until Israel recognizes the rights of Palestinian people;

SINCE the transnational company Hewlett Packard (HP) provides and operates much of the technology infrastructure that Israel uses to maintain its checkpoints, which severely restrict the ability of Palestinians to work, farm, spend time with their families, and move about within their country;

ÉTANT DONNÉ QUE, en fournissant des ordinateurs à l'armée israélienne, qui a tué 15 manifestants et en a blessé plus de 700 à Gaza, en 2018, la société Hewlett Packard rend possibles ces attaques effroyables;

ÉTANT DONNÉ QUE la société Hewlett Packard maintient une entreprise dérivée, DXC Technology, dans une colonie juive installée illégalement en Cisjordanie;

ÉTANT DONNÉ QUE des organismes aussi divers que l'Église presbytérienne des États-Unis et le conseil municipal de Dublin, en Irlande, ont retiré les fonds qu'ils avaient investis dans la société Hewlett Packard;

ÉTANT DONNÉ QUE le comité national palestinien de boycott a demandé à la société Hewlett Packard de mettre un terme à sa participation aux actes de brutalité visant à opprimer le peuple palestinien et qu'il a demandé à ses alliés de s'engager à s'abstenir d'acheter les produits de Hewlett Packard, dont les imprimantes, ordinateurs et cartouches d'encre, tant que cette société n'aura pas annulé tous ses contrats d'approvisionnement en matière de technologies, d'équipements et d'information conclus avec Israël, qui les utilise pour bafouer les droits des Palestiniens et enfreindre le droit international;

PAR CONSÉQUENT, NOUS VOULONS QUE le STTP s'abstienne d'acheter des produits de la société Hewlett Packard, dont les imprimantes, ordinateurs et cartouches d'encre, tant que celle-ci n'aura pas annulé tous ses contrats d'approvisionnement en matière de technologies, d'équipements et d'information conclus avec Israël, qui les utilise pour bafouer les droits des Palestiniens et enfreindre le droit international;

SINCE by providing computers to the Israeli military, that was responsible for the killing of 15 protestors and the wounding of more than 700 protestors in Gaza in 2018 HP is enabling these appalling attacks;

SINCE HP maintains its spin-off, DXC Technology, in an illegal Jewish-only settlement in West Bank;

SINCE organizations as diverse as the US Presbyterian Church, the Dublin (Ireland) City Council, have divested in Hewlett Packard;

SINCE the Boycott National Committee has called upon Hewlett Packard companies to end all participation in the brutal oppression of the Palestinian people and has asked their allies to pledge not to purchase Hewlett Packard products - including printers, computers, and ink until they cancel all contracts that supply Israel with technology, equipment, and information used in its ongoing violations of Palestinian rights and international law.

THEREFORE WE WANT CUPW not to purchase Hewlett Packard products -- including printers, computers, and ink until Hewlett Packard cancels all contracts that supply Israel with technology, equipment, and information used in its ongoing violations of Palestinian rights and international law;

PAR CONSÉQUENT, NOUS VOULONS AUSSI QUE le STTP encourage ses sections locales à s'abstenir d'acheter des produits de la société Hewlett Packard tant que celle-ci n'aura pas annulé tous ses contrats d'approvisionnement en matière de technologies, d'équipements et d'information conclus avec Israël, qui les utilise pour bafouer les droits des Palestiniens et enfreindre le droit international;

PAR CONSÉQUENT, NOUS VOULONS ENFIN QUE le STTP encourage le mouvement syndical et ses alliés des différents mouvements pour la justice sociale de s'abstenir d'acheter des produits de la société Hewlett Packard, dont les imprimantes, ordinateurs et cartouches d'encre, tant que celle-ci n'aura pas annulé tous ses contrats d'approvisionnement en matière de technologies, d'équipements et d'information conclus avec Israël, qui les utilise pour bafouer les droits des Palestiniens et enfreindre le droit international.

RÉSOLUTION N° 217

Conférence régionale de l'Atlantique

Politique D-36

Parce que le STTP se porte à la défense du peuple palestinien quant à son droit au respect, à la justice et à la paix;

Parce que le STTP appuie la campagne internationale de boycott, de retrait des investissements et de sanctions à l'endroit d'Israël tant que ce pays n'aura pas reconnu les droits du peuple palestinien;

Parce que la société transnationale Hewlett Packard est le fournisseur d'une grande partie des infrastructures technologiques qu'utilise Israël à ses points de contrôle et que ceux-ci portent gravement atteinte à la capacité des Palestiniens de travailler, de cultiver la terre, de faire de l'élevage, de visiter leur famille et de se déplacer dans leur pays;

THEREFORE WE ALSO WANT CUPW to encourage its locals not to purchase any Hewlett Packard products until Hewlett Packard cancels all contracts that supply Israel with technology, equipment, and information used in its ongoing violations of Palestinian rights and international law;

THEREFORE WE WANT CUPW to encourage the labour movement and our allies in movements for social justice not to purchase Hewlett Packard products -- including printers, computers, and ink until Hewlett Packard cancels all contracts that supply Israel with technology, equipment, and information used in its ongoing violations of Palestinian rights and international law.

RESOLUTION NO. 217

Atlantic Regional Conference

Policy D-36

Since CUPW supports the rights of the Palestinian people for respect, justice, and peace;

Since CUPW supports the international campaign of boycott, divestment, and sanctions until Israel recognizes the rights of Palestinian people;

Since the transnational company Hewlett Packard (HP) provides and operates much of the technology infrastructure that Israel uses to maintain its checkpoints, which severely restrict the ability of Palestinians to work, farm, spend time with their families, and move about their country;

Parce que, en fournissant des ordinateurs à l'armée israélienne, qui a tué 15 manifestants et en a blessé plus de 700 à Gaza, en 2018, la société Hewlett Packard rend possibles ces attaques effroyables;

Parce que la société Hewlett Packard maintient DXC Technology, une entreprise issue d'un essaimage, dans une colonie juive installée illégalement en Cisjordanie;

Parce que des organismes aussi divers que l'Église presbytérienne des États-Unis et le conseil municipal de Dublin, en Irlande, ont retiré les fonds qu'ils avaient investis dans la société Hewlett Packard;

Parce que le comité national de boycott a demandé à la société Hewlett Packard de mettre un terme à sa participation aux actes de brutalité visant à opprimer le peuple palestinien et qu'il a demandé à ses alliés de s'engager à s'abstenir d'acheter les produits de Hewlett Packard, dont, entre autres, les imprimantes, ordinateurs et cartouches d'encre, tant qu'elle n'aura pas annulé tous ses contrats d'approvisionnement en matière de technologies, d'équipements et d'information conclus avec Israël, qui les utilisent pour bafouer les droits des Palestiniens et enfreindre le droit international;

Par conséquent, nous voulons que le STTP encourage ses sections locales à s'abstenir d'acheter des produits de la société Hewlett Packard tant que celle-ci n'aura pas annulé tous ses contrats d'approvisionnement en matière de technologies, d'équipements et d'information conclus avec Israël, qui les utilisent pour bafouer les droits des Palestiniens et enfreindre le droit international;

Since, by providing computers to the Israeli military that was responsible for the killing of 15 protestors and the wounding of more than 700 protestors in Gaza in 2018, HP is enabling these appalling attacks;

Since HP maintains its spin-off, DXC Technology, in an illegal Jewish-only settlement in West Bank;

Since organizations as diverse as the US Presbyterian Church and the Dublin (Ireland) City Council have divested in Hewlett Packard;

Since the Boycott National Committee has called upon Hewlett Packard companies to end all participation in the brutal oppression of the Palestinian people and has asked their allies to pledge not to purchase Hewlett Packard products – including printers, computers, and ink – until they cancel all contracts that supply Israel with technology, equipment, and information used in its ongoing violations of Palestinian rights and international law;

Therefore, we also want CUPW to encourage its locals not to purchase any Hewlett Packard products until Hewlett Packard cancels all contracts that supply Israel with technology, equipment, and information used in its ongoing violations of Palestinian rights and international law;

Par conséquent, nous voulons que le STTP encourage le mouvement syndical et ses alliés des différents mouvements pour la justice sociale de s'abstenir d'acheter des produits de la société Hewlett Packard dont les imprimantes, ordinateurs et cartouches d'encre, entre autres, tant que celle-ci n'aura pas annulé tous ses contrats d'approvisionnement en matière de technologies, d'équipements et d'information conclus avec Israël, qui les utilisent pour bafouer les droits des Palestiniens et enfreindre le droit international.

scfp cupe 1979

Therefore, we want CUPW to encourage the labour movement and our allies in movements for social justice not to purchase Hewlett Packard products – including printers, computers, and ink – until Hewlett Packard cancels all contracts that supply Israel with technology, equipment, and information used in its ongoing violations of Palestinian rights and international law.

sepb cope 225

RÉSOLUTIONS REJETÉES

REJECTED RESOLUTIONS

RÉSOLUTION N° 30

Conférence régionale du Pacifique

Paragraphe 4.02

ÉTANT DONNÉ QUE les coûts liés à la tenue des réunions de vote de ratification des revendications ne cessent d'augmenter;

ÉTANT DONNÉ QUE les membres participent à la formulation des revendications dans le cadre des assemblées locales et des conférences régionales;

ÉTANT DONNÉ QU'il est possible de bien expliquer les revendications à l'aide de notes d'animation détaillées et d'un tabloïd;

ÉTANT DONNÉ QUE le processus de ratification des revendications peut prendre jusqu'à six (6) semaines;

NOUS VOULONS faire modifier le paragraphe 4.02 pour que le Conseil exécutif national élimine l'exigence imposée aux membres du Comité exécutif national, aux permanentes et permanents syndicaux nationaux, aux dirigeantes et dirigeants régionaux et aux permanentes et permanents syndicaux régionaux d'assister aux réunions de vote de ratification des revendications.

RESOLUTION NO. 30

Pacific Regional Conference

Section 4.02

SINCE the costs associated with holding ratification of demands vote meetings continues to escalate;

SINCE the members are involved in the formulation of the demands through the local meetings and Regional Conferences;

SINCE the demands can be explained based on good speakers notes and the tabloid;

SINCE this process can take up to six (6) weeks to complete;

WE WANT section 4.02 amended to direct the National Executive Board to eliminate the requirement for a member of the National Executive Committee, National Union Representatives, Regional Officers and Union Representatives to attend meetings to vote on the ratification of demands.

RÉSOLUTION N° 40B (2^E RÉSOLU)

Conférence de la région du Centre

Paragraphe 4.08

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE la définition de bispirituel (2S) soit ajoutée à la politique C-2 des statuts nationaux.

RÉSOLUTION N° 186

Conférence régionale de l'Ontario

Politique

Les déléguées et délégués à la présente conférence de la région de l'Ontario du STTP dénoncent avec force le meurtre brutal et violent de onze (11) fidèles et les blessures infligées à d'autres le matin du samedi 27 octobre 2018, dans une synagogue de Squirrel Hill, à Pittsburgh, en Pennsylvanie, ainsi que le meurtre de deux hommes afro-américains (âgés de 67 et 69 ans) survenu le mercredi 24 octobre 2018 à Jeffersontown, au Kentucky.

De tels actes haineux, commis de plus en plus fréquemment par des personnes influencées par le climat de haine profonde envers les communautés minoritaires et les fidèles qui se rassemblent pour prier dans leurs synagogues, mosquées et églises, sont directement causés par les agissements de l'administration américaine de Donald Trump et de ses sympathisants.

QU'IL SOIT RÉSOLU que le STTP dénonce fermement le meurtre brutal et violent de onze (11) fidèles et les blessures infligées à d'autres le matin du samedi 27 octobre 2018, dans une synagogue de Squirrel Hill, à Pittsburgh, en Pennsylvanie, ainsi que le meurtre de deux hommes afro-américains (âgés de 67 et 69 ans) survenu le mercredi 24 octobre 2018 à Jeffersontown, au Kentucky, et demande à tous ses membres de dénoncer ces actes ignobles.

RESOLUTION NO. 40B (2ND BIR)

Central Regional Conference

Section 4.08

THEREFORE BE IT FURTHER RESOLVED that the definition of 2 spirited be added under C-2 of the National Constitution.

RESOLUTION NO. 186

Ontario Regional Conference

Policy

This Regional Conference of the Ontario Region of CUPW, vehemently condemns the brutal and violent murder of eleven (11) worshipers and injuries to others, which took place on the morning of Saturday October 27, 2018 at a Pittsburgh synagogue in Squirrel Hill, Pennsylvania, as well as the murder of two 2 African American males (age 67 and 69) on Wednesday October 24, 2018 in Jeffersontown Kentucky.

These acts of hate which are being committed with increasing frequency by those egged on by the atmosphere of deep hatred being generated against minority communities and peoples while they worship at their synagogues, mosques and churches, are directly caused by the antics of the American administration of Donald Trump and his supporters.

BE IT RESOLVED that CUPW firmly condemns the brutal and violent murder of eleven (11) worshipers and injuries to others, which took place on the morning of Saturday October 27, 2018 at a Pittsburgh synagogue in Squirrel Hill, Pennsylvania, as well as the murder of two 2 African American males (age 67 and 69) on Wednesday October 24, 2018 in Jeffersontown Kentucky and calls on all its members to also condemn these dastardly acts.

RÉSOLUTION N° 190

Conférence régionale de l'Ontario

Politique A-32

ATTENDU QUE le Syndicat voit comme direction essentielle l'établissement du contrôle par les travailleurs et travailleuses du milieu de travail et que ce principe assure que le Syndicat et ses membres cherchent en tout temps à limiter le pouvoir de l'employeur d'organiser nos emplois, les méthodes de production et la planification de notre travail, ou par d'autres moyens de discipliner nos membres;

ATTENDU QUE, en revanche, le Syndicat recherche le plein contrôle par ses membres du travail qu'ils exécutent et du milieu où ils exercent leurs fonctions, et s'oppose à tout contrôle abusif et arbitraire exercé par l'employeur;

ATTENDU QUE, dans les limites du capitalisme mondial, faire la promotion de la propriété et du contrôle coopératifs des lieux de travail est la meilleure façon pour les travailleurs et travailleuses de prendre le contrôle des lieux de travail, et ce moyen d'action devrait en principe être préconisé par le STTP;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le STTP appuie, en tant que principe, la création de coopératives de travail, et ce, même dans les grands lieux de travail du secteur public au moyen de coopératives à intervenants multiples;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que le STTP fasse la promotion, en tant que principe, de la création de coopératives démocratiques à intervenants multiples pour le service postal national du Canada, à titre d'objectif à long terme, assorties d'une représentation, d'un rôle et d'une présence syndicale fortes.

RESOLUTION NO. 190

Ontario Regional Conference

Policy A-32

WHEREAS the Union views as a primary direction the accomplishment of workers' control of the workplace, ensuring that the Union and its members will seek at all junctures to limit the power of the employer to organize our jobs and the methods of production and planning of our work or to otherwise discipline our members;

WHEREAS in its place, the Union will seek for its members full control of the work they perform and the environment in which they perform the work, and against abusive and arbitrary control by the employer;

WHEREAS within the confines of global capitalism, workers control of workplaces can best be achieved through the promotion of cooperative ownership and control of workplaces and should in principle be promoted by CUPW;

THEREFORE BE IT RESOLVED that CUPW support the creation of workplace cooperatives as a principle, even in large public sector workplaces with multi-stakeholder cooperatives;

BE IT FURTHER RESOLVED that CUPW promote in principle the creation of a multi-stakeholder democratic cooperative for the national postal service in Canada as a long-term aim, and which include strong Union representation, role and presence.

RÉSOLUTION N° 194

Section locale du Toronto métro

Politique B – nouvelle

ATTENDU QUE les avantages de la méditation sont innombrables, dont la réduction du stress et l'amélioration de la concentration, de l'équilibre mental et de la santé psychologique;

ATTENDU QUE, selon l'Organisation mondiale de la santé, une personne sur quatre dans le monde aura une maladie mentale;

ATTENDU QUE la politique nationale C-12 cherche à faire reconnaître le « stress » comme étant une maladie professionnelle;

ATTENDU QUE la méditation peut s'avérer une solution simple et efficace au stress causé par le travail;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter la politique nationale suivante :

« Le STTP reconnaît que la méditation est bénéfique à bon nombre de ses membres. Par conséquent, il s'efforce de veiller à ce que les membres aient accès à une salle de méditation dans le cadre de leurs activités syndicales.

Le STTP exige de Postes Canada et des autres employeurs qu'une salle de méditation soit aménagée dans chaque lieu de travail. »

RÉSOLUTION N° 213

Conférence régionale du Pacifique

Politique C-18 – nouvelle

ATTENDU QUE la croissance du travail précaire attribuable aux entreprises axées sur l'utilisation d'applications mobiles menace la sécurité de tous les travailleuses et travailleurs;

RESOLUTION NO. 194

Metro-Toronto Regional Conference

Policy B - New

WHEREAS the benefits of meditation are innumerable, but can include: reduced stress, improved concentration, more balanced mental and emotional health;

WHEREAS 1 in 4 people in the world will be affected by a mental health disorder, according to the World Health Organization;

WHEREAS National Policy C-12 seeks to have "stress" recognized as a work-related injury;

WHEREAS meditation can be a simple and effective way of addressing stress as a work-related injury;

THEREFORE BE IT RESOLVED to add the following new National Policy:

"CUPW recognizes that meditation is beneficial to many of its members. As a result, CUPW will work to ensure that members have access to meditation rooms at Union functions.

CUPW will demand that Canada Post and other employers provide meditation rooms in all facilities."

RESOLUTION NO. 213

Pacific Regional Conference

Policy C-18 – New

WHEREAS the rise of precarious employment through "app" based companies threatens the security of all workers;

ATTENDU QUE ces formes de contrats de travail « à volonté » permettent aux employeurs de « congédier » les travailleuses et travailleurs simplement en les privant d'accès aux applications mobiles, et ce, sans préavis et sans justification;

ATTENDU QUE ces employeurs font un usage abusif du terme « entrepreneur » afin de ne pas avoir à accorder d'avantages sociaux aux travailleuses et travailleurs ni à indemniser ceux et celles qui subissent un accident au travail;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP, dans la partie C des statuts nationaux, adopte une nouvelle politique interdisant aux dirigeantes et dirigeants du Syndicat et aux déléguées et délégués syndicaux d'utiliser, dans le cadre de leurs activités syndicales, les services de ces entreprises, y compris, mais sans s'y limiter, les services de covoiturage et les services de livraison sur demande qui exploitent les travailleuses et travailleurs de cette manière;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que la politique ne s'applique pas aux services qui utilisent une main-d'œuvre syndiquée;

La nouvelle politique C-18 sera rédigée comme suit : « Le STTP et l'économie des petits boulots;

Le STTP sait que l'économie des petits boulots est fondée sur des applications qui distribuent le travail au compte-gouttes.

Le STTP sait que l'économie des petits boulots compte des services de livraison de nourriture, des services de covoiturage et des services axés sur l'exécution de diverses tâches.

Le STTP reconnaît qu'un nombre toujours croissant de travailleuses et travailleurs font partie de l'économie des petits boulots, parfois par choix, mais souvent par nécessité économique.

WHEREAS these forms of at-will employment allow an employer to “fire” people simply by denying them access to the “app” without notice or cause;

WHEREAS these employers abuse the term “contractor” to deny benefits or accident compensation;

THEREFORE BE IT RESOLVED that CUPW adopt a new policy under Section C of the National Constitution that no Union officer or delegate shall use any of these services while conducting Union business, including but not limited to the use of ride sharing or on demand delivery services that exploit workers in this manner;

BE IT FURTHER RESOLVED that this policy will not apply to any service that uses unionized labour;

New Policy C-18 will read: “CUPW and the gig economy”;

CUPW knows that the gig economy is based on app-based platforms that dole out work in bits and pieces.

CUPW knows that the gig economy includes some food delivery services, ride hailing services, and other task-oriented services.

CUPW recognizes that more and more workers are part of the gig economy, sometimes by choice, often times by economic necessity.

Le STTP reconnaît que l'économie des petits boulots crée un nombre croissant de travailleuses et travailleurs précaires qui n'ont aucun droit au travail, aucune sécurité d'emploi et très peu de protections, voire aucune, en matière de santé et de sécurité, et qui font l'objet d'une surveillance constante de la part de leur employeur.

Le STTP reconnaît aussi que l'économie des petits boulots dénigre le travail ainsi que les travailleuses et travailleurs.

Le STTP reconnaît aussi que le travail au sein de l'économie des petits boulots est souvent à court terme et temporaire.

Le STTP reconnaît aussi que les entreprises de l'économie des petits boulots exercent un contrôle implicite sur le travail et les heures de travail des personnes qui travaillent au sein de l'économie des petits boulots.

Le STTP collabore avec d'autres syndicats et ses alliés des mouvements de justice sociale pour défendre les droits des travailleuses et travailleurs au sein de l'économie des petits boulots.

Le STTP appuie les campagnes visant à syndiquer les travailleuses et travailleurs de l'économie des petits boulots et à leur accorder des protections législatives, des droits et des avantages sociaux.

Le STTP appuie les campagnes des travailleuses et travailleurs de l'économie des petits boulots pour la dignité, l'équité, la justice et le respect de leurs droits.

Le STTP veillera à ce que ses dirigeantes et dirigeants, ses permanentes et permanents syndicaux et les membres de son personnel n'utilisent pas les services de l'économie des petits boulots lorsqu'ils exercent des activités au nom du Syndicat.

CUPW recognizes that gig economy creates an increasing number of precarious workers, who often have no rights at work, have no job security, have very few if any protections re health and safety, and are subject to constant employer surveillance.

CUPW also recognizes that the gig economy denigrates work and workers.

CUPW also recognizes that work in the gig economy is generally short term and temporary.

CUPW also recognizes that gig economy companies have implicit control over the jobs and hours of workers in the gig economy;

CUPW will work with other Unions and our allies in social justice movements to fight for the rights of workers in the gig economy.

CUPW will support campaigns to unionize gig economy workers, and to provide legislative protection, rights and benefits for gig economy workers.

CUPW will support campaigns of gig economy workers for dignity, fairness, rights, and justice.

CUPW will work to ensure that no officer, union representative, or staff person will use gig economy services while conducting business on behalf of the Union.

RÉSOLUTION N° 222

Conférence régionale du Montréal métro

Politique E

ATTENDU QUE les décisions arbitrales permettent aux différents paliers syndicaux d'orienter leurs dossiers de griefs ainsi que leurs membres dans le but d'assurer la meilleure défense possible de nos droits;

ATTENDU QU'il existe un outil informatique mis à la disposition du palier régional donnant accès aux différentes décisions arbitrales du STTP;

ATTENDU QUE cet outil n'est pas mis à la disposition des sections locales qui assurent la défense directe des travailleurs et travailleuses;

ATTENDU QU'UNE meilleure connaissance des décisions arbitrales et du courant jurisprudentiel permettrait, au niveau local, une meilleure orientation de nos membres ainsi que l'élaboration de griefs mieux axés sur les forces et les faiblesses des dossiers de griefs qui ont déjà fait l'objet de décisions par des arbitres de griefs;

QU'IL SOIT RÉSOLU de donner le plein accès aux sections locales à l'outil informatique de recherche des décisions arbitrales du STTP.

RÉSOLUTION N° 223

Conférence régionale des Prairies

Politique E

ATTENDU QUE le STTP s'est engagé à mener un combat social, environnemental et économique afin d'assurer une meilleure qualité de vie aux travailleuses et travailleurs;

ATTENDU QUE la Banque TD soutient les oléoducs de Kinder Morgan, qui causent des atrocités sur le plan des droits de la personne (oléoducs du Dakota du Nord) au Canada;

RESOLUTION NO. 222

Metro-Montreal Regional Conference

Policy E

WHEREAS arbitration decisions allow the various levels of the Union to prepare their grievance files and members in such a way as to ensure the best possible defense of our rights;

WHEREAS a computer tool is made available to the regional level so it can access the Union's various arbitration awards;

WHEREAS this tool is not provided to locals that directly advocate for their members;

WHEREAS a better understanding of arbitration awards and current caselaw would allow locals to better guide their members and prepare grievances that truly take into account the strengths and weaknesses of grievances that have already been dealt with by grievance arbitrators;

BE IT RESOLVED that locals be given full access to the CUPW's arbitration awards computer research tool.

RESOLUTION NO. 223

Prairie Regional Conference

Policy E

WHEREAS CUPW is committed to fight for social, environmental and economic issues in order to secure a better quality of life and standard of living for workers;

WHEREAS the TD Bank supports and continues to support KinderMorgan Pipelines that commit human right atrocities (ie: North Dakota Pipeline) in Canada;

ATTENDU QUE la Banque TD consacre plus de 731 millions de dollars à ces oléoducs, tout en prétendant être un simple prêteur et non pas un investisseur;

ATTENDU QUE la Banque TD demande une aide financière de cinq (5) millions de dollars de la part des contribuables canadiens;

ATTENDU QUE la société Kinder Morgan continue de promouvoir son programme, malgré un arrêt de la Cour suprême du Canada;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP apporte immédiatement des changements dans le but de cesser de faire affaire avec la Banque TD;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QU'avant de faire affaire avec d'autres institutions financières, le STTP s'assure que celles-ci n'investissent pas dans la société Kinder Morgan et ne lui prêtent pas d'argent non plus;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU QUE le STTP oblige tous les bureaux régionaux et locaux à se conformer à la nouvelle politique consistant à ne pas faire affaire avec la Banque TD ni avec toute autre institution financière qui soutient la société Kinder Morgan.

RÉSOLUTION N^o 226

Conférence régionale du Centre

Politique E-6

ATTENDU QUE les participantes et participants aux activités de solidarité internationale ne sont pas toujours choisis au hasard;

ATTENDU QUE la sélection des participantes et participants ne se fait pas toujours sous l'angle de l'équité et de l'égalité hommes-femmes;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE la politique E-6 indique que toute personne désirant participer à une délégation doit remplir un formulaire, et qu'il incombe au Comité de solidarité internationale d'examiner toutes les demandes une fois qu'il les a toutes reçues;

WHEREAS TD Bank puts over \$731 million dollars in these pipelines and claims they are not "investors" only "lenders";

WHEREAS TD Bank is asking that Canadian taxpayers provide bailout money at \$5 million dollars;

WHEREAS KinderMorgan continues to push its agenda against the Supreme Court of Canada;

THEREFORE BE IT RESOLVED that CUPW will make immediate changes to cease using TD Bank as a Financial Institution;

BE IT FURTHER RESOLVED that prior to conducting business with other financial institutions, CUPW shall ensure that such financial institutions are not investing or lending money to KinderMorgan;

BE IT FINALLY RESOLVED that CUPW will require that all Regional and Local offices comply with the new policy of not conducting business with TD Bank and any other financial institutions that support KinderMorgan.

RESOLUTION NO. 226

Central Regional Conference

Policy E-6

WHEREAS International Solidarity participants are not always randomly selected;

WHEREAS an equity and gender lens is not always used to choose the participants;

THEREFORE Policy E-6 shall consist of a form process that is filled by all applicants. The International Solidarity Committee shall review all applications together;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE les membres du Comité national des femmes aient priorité pour participer à une conférence à l'intention des femmes;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU QUE la participante ou le participant à une délégation de solidarité internationale présente un rapport au plus tard soixante (60) jours après son retour, sinon sa candidature pourrait ne pas être prise en compte dans la sélection d'une autre délégation, et qu'un (1) exemplaire du rapport en question soit remis à chaque directrice et directeur national pour diffusion au sein du bureau régional.

RÉSOLUTION N^o 227

Conférence régionale de l'Ontario

Politique E-6

ATTENDU QUE le Syndicat doit trouver des moyens de réduire les coûts;

ATTENDU QUE les membres du Comité exécutif national doivent s'acquitter de leurs tâches quotidiennes;

ATTENDU QUE les membres de la base doivent participer aux activités syndicales;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter un quatrième paragraphe à la politique E-6 – Délégations de solidarité internationale, comme suit :

Le STTP limite la participation des membres du Comité exécutif national aux délégations à un seul membre, dont le rôle consiste à accompagner les autres déléguées et délégués faisant partie d'un comité exécutif local ou qui sont membres de la base.

THEREFORE BE IT FURTHER RESOLVED the members of the National Women's Committee shall be given priority to attend a women's conference;

THEREFORE BE IT FINALLY RESOLVED that reports must be submitted no later than 60 days after returning or the participant shall not be allowed to be considered for another delegation. One copy of said report shall be distributed to each National Director for disbursement in their regional office.

RESOLUTION NO. 227

Ontario Regional Conference

Policy E-6

WHEREAS the Union needs to look at ways to cut costs;

WHEREAS the National Executive Committee is responsible to carry out its daily responsibilities;

WHEREAS rank and file members need to be engaged in Union activities;

THEREFORE BE IT RESOLVED that a fourth paragraph be added to Policy E-6 International Solidarity Delegations to read:

CUPW will limit each delegation to include one National Executive Committee delegate who would accompany the remaining delegates from Local Executive Committees and rank and file.

RÉSOLUTION N° 234

Conférence régionale de l'Atlantique

Résolution générale

ATTENDU QUE la Société ne cesse d'éliminer des emplois à la grandeur du pays;

ATTENDU QUE l'élimination d'emplois se traduit par une diminution des cotisations syndicales;

ATTENDU QUE le Conseil national des syndicats formule régulièrement des recommandations financières auxquelles le Conseil exécutif national ne donne pas suite;

ATTENDU QUE le Syndicat devrait pouvoir trouver des sources d'épargnes, telles que sur le plan des coûts de téléphonie cellulaire, de location de véhicules et de billets d'avion;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le Conseil exécutif national trouve immédiatement des moyens d'éliminer, de réduire ou de rationaliser de manière importante les coûts de fonctionnement du bureau national, conformément aux recommandations du Conseil national des syndicats.

RÉSOLUTION N° 235

Conférence régionale de l'Atlantique

Résolution générale

ATTENDU QUE le Syndicat demande à ses militantes et militants de remettre en question l'ordre établi;

ATTENDU QUE le Syndicat encourage l'expression d'opinions divergentes;

ATTENDU QUE le fait de dire aux membres la vérité à propos des négociations ne constitue pas une infraction aux statuts nationaux;

RESOLUTION NO. 234

Atlantic Regional Conference

General Resolution

WHEREAS corporation continues to delete jobs Nationally;

WHEREAS those deletions result in less dues for the Union;

WHEREAS the National Board of trustees regularly make financial recommendations that are not followed by the National Executive Board;

WHEREAS there should be ways to save on things like cellphones, car rentals and airfare;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the National Executive Board immediately finds ways to substantially cut, save on and streamline operating expenses for the National office as per the recommendations of the National Board of Trustees.

RESOLUTION NO. 235

Atlantic Regional Conference

General Resolution

WHEREAS Union activists are asked to challenge the status quo;

WHEREAS differences of opinion are encouraged;

WHEREAS telling the membership the truth about Negotiations is not a violation of the National Constitution;

ATTENDU QUE le fait de signaler tout comportement inconvenant de membres qui occupent un poste électif au sein du Syndicat ne constitue pas une infraction aux statuts nationaux;

QU'IL SOIT RÉSOLU que les sections locales de la région de l'Atlantique demandent que le statut de membre à vie soit de nouveau octroyé au confrère Peter Whitaker pour souligner sa contribution exceptionnelle au Syndicat.

scfp cupe 1979

WHEREAS reporting unbecoming conduct of Union members that have been elected by the membership is not a violation of the National Constitution;

THEREFORE BE IT RESOLVED the status of Lifetime Member be returned to Brother Peter Whitaker in honour of the special contributions made by him to the Canadian Union of Postal Workers.

sepb cope 225